



N° 16 mars 2012



Édito

de Patrice Bourdelais, Directeur de l'INSHS

Les résultats des appels d'offres réalisés en deux vagues dans le cadre des investissements d'avenir sont aujourd'hui connus et permettent un premier bilan global. La remarquable mobilisation des communautés de sciences humaines et sociales afin de présenter des projets innovants et de qualité a été couronnée de succès [...]

ZOOM SUR...

Vie politique française : de la sociologie des députés aux modes de scrutin alternatifs
Deux entretiens, l'un avec **Luc Rouban** (CEVIPOF), l'autre avec **Herrade Igersheim** (BETA), analysent des aspects importants de la vie politique française : une sociologie des députés de la V^e République et une étude sur des modes de scrutin alternatifs [...]

VALORISATION

Une discipline d'actualité : la sociologie électorale

La sociologie électorale éclairée par deux projets novateurs : le projet **CARTELEC**, un microscope pour observer le vote au niveau du quartier et le projet **Tri-Élec**, un réseau pour comprendre les transformations de la démocratie électorale française [...]

OUTILS DE LA RECHERCHE

Centre de données socio-politiques – CDSP
Créé par le CNRS et Sciences Po, le CDSP entend rendre accessible à la communauté scientifique les enquêtes en sociologie et en science politique [...]

EN DIRECT DE L'ESF

Lancement d'un nouveau projet d'envergure de l'ESF : le Sommet Interdisciplinaire Jeunes Chercheurs [...]

LA TRIBUNE D'ADONIS

Éditer Nietzsche à l'âge du numérique, la plateforme de recherche ISIDORE, un an après son lancement et le format Dublin Core : trois articles du TGE Adonis [...]

NOUVELLES DE L'INSTITUT

Premiers résultats de l'enquête RIBAC 2011 [...]



VIE DES LABOS

Une figure de la recherche – TRIANGLE

Créé en 2005, le laboratoire Triangle est issu de la volonté affirmée de trois équipes de réunir leurs champs de compétences sur la « chose politique » ; cet ensemble d'actions, de pensées et de discours dont les éléments s'influencent et se conjuguent et qui, pour être compris, nécessite une approche résolument pluridisciplinaire [...]



VIE DES RÉSEAUX

Réseau Démocratie électronique – DEL

Créé au CERTOP en 2002, le réseau DEL analyse les transformations des modes de gouvernement des régimes politiques contemporains liées au développement des TIC. Interdisciplinaire, ce réseau comprend actuellement 155 membres, répartis dans 24 pays sur 4 continents [...]

LIVRE



Les mots des élections, de Paul Bacot, Presses universitaires du Mirail, 2012
Les mots des élections sont ceux de la concurrence et de la compétition, souvent repris du discours de l'économie, du sport et

de la guerre. Cette lutte pour la détention des postes de pouvoir est inséparable d'une autre lutte : celle pour l'imposition d'une représentation du monde [...]

[voir toutes les publications](#)

REVUE



En vingt ans, cette revue est devenue l'une des revues de référence dans son champ académique. Sensible à la dimension politique des phénomènes sociaux, *Politix* entend renouveler les thèmes abordés

par la science politique et décloisonner ainsi la discipline dans la perspective d'un véritable débat interdisciplinaire [...]

[voir toutes les revues](#)

PHOTO





Édito

de Patrice Bourdelais
Directeur de l'InSHS

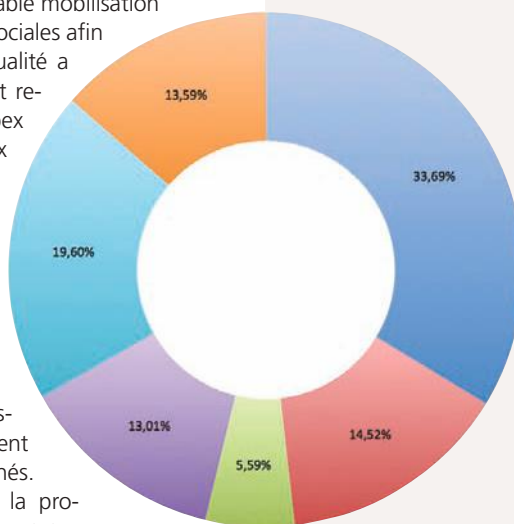
Un premier bilan des investissements d'avenir

Les résultats des appels d'offres réalisés en deux vagues dans le cadre des investissements d'avenir sont aujourd'hui connus et permettent un premier bilan global. La remarquable mobilisation des communautés de sciences humaines et sociales afin de présenter des projets innovants et de qualité a été couronnée de succès, même si l'on peut regretter que tel ou tel ÉquipeX, tel ou tel Labex n'ait pas été sélectionné. Au total, 11 ÉquipeX ont été retenus pour un budget de 55,5 millions d'euros et 39 Labex bénéficieront de l'apport de 309 millions d'euros (dont une partie consommable). Sans surprise, la présence des UMR que le CNRS porte avec les universités et les grands établissements est massive : 107 d'entre elles sont impliquées par ces projets ainsi que 16 UMS ou autre structure CNRS. Ce résultat est tout à fait satisfaisant ainsi que la part que les SHS représentent finalement dans le total des projets sélectionnés.

Une analyse détaillée sera présentée dans la prochaine lettre de l'InSHS mais l'on peut déjà constater que la répartition entre la région parisienne et les autres régions est de 31/19, si l'on considère les porteurs. Si l'on s'intéresse à la répartition entre Idex et non-Idex, elle est de 25/35 et de 25/25 si l'on fait basculer du côté des Idex les deux situations évolutives de Hésam et de Lyon (qui cumulent 10 Labex et ÉquipeX).

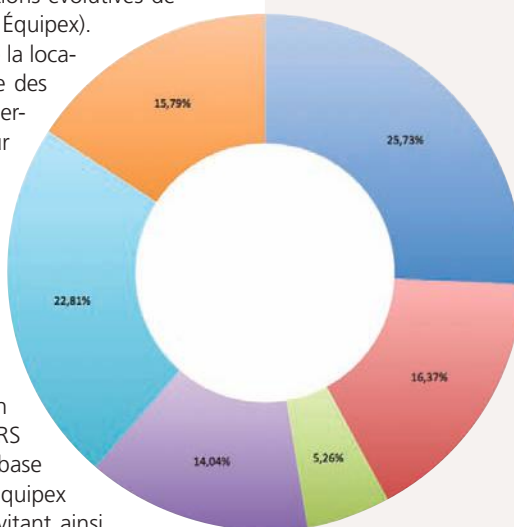
La prise en compte des thématiques fines, de la localisation des différentes UMR et EA, ainsi que des effectifs de chercheurs et d'enseignants-chercheurs impliqués dans les projets sera au cœur de l'analyse fouillée qui vous sera présentée prochainement. Pour l'heure, nous vous indiquons quels sont les **projets retenus**, leurs porteurs, les établissements coordonnateurs et leur région.

Ces nouvelles ressources, très importantes, aideront, j'en suis convaincu, à développer des recherches nouvelles au carrefour de thématiques émergentes ou en articulation avec d'autres disciplines innovantes. Le CNRS souhaite que l'UMR demeure la brique de base de l'organisation de la recherche et que ces ÉquipeX et Labex soient gérés comme des projets, évitant ainsi le risque de l'institutionnalisation et de l'alourdissement des procédures. Ce seront aussi les conditions de leur succès.



LABEX – Vagues 1 & 2
Répartition des financements
selon les domaines scientifiques

- Sciences de la vie et de la santé
- Sciences de la matière et de l'énergie
- Nanotechnologies
- Sciences de l'écologie et de l'environnement
- Sciences humaines et sociales
- Sciences du numérique et mathématiques



LABEX – Vagues 1 & 2
Répartition du nombre de projets
selon les domaines scientifiques

- Sciences de la vie et de la santé
- Sciences de la matière et de l'énergie
- Nanotechnologies
- Sciences de l'écologie et de l'environnement
- Sciences humaines et sociales
- Sciences du numérique et mathématiques

Premiers résultats de l'enquête RIBAC 2011 et mise en place du comité utilisateurs

Depuis l'année dernière, le dossier RIBAC constitue, en remplacement du CRAC, le rapport officiel d'activité annuel pour tous les chercheurs CNRS-SHS.

La campagne RIBAC a été ouverte entre le 2 mai 2011 et le 16 janvier 2012, ce qui a permis aux chercheurs de renseigner leur activité, à tout moment au cours de l'année 2011, au fil de l'eau.

La quasi-totalité des chercheurs statutaires CNRS-SHS a validé son formulaire et reçu le visa de son directeur d'unité. À ces chercheurs s'ajoutent des chercheurs de sections non SHS mais travaillant dans des unités SHS, des chercheurs stagiaires, émérites ou retraités en 2011 qui ont aussi rempli RIBAC sans obligation statutaire. Au total **1 762 dossiers RIBAC 2011** ont été validés pour la campagne 2011, ce qui permet d'avoir une vision exhaustive de l'activité des chercheurs CNRS dans le domaine des SHS.

Cette forte implication des chercheurs s'est traduite également par de nombreux échanges constructifs qu'ils ont entretenus avec l'équipe RIBAC : plus de 2 000 emails reçus et 545 commentaires formulés dont 228 font référence à l'outil RIBAC. L'outil RIBAC va donc permettre de mieux valoriser et rendre visibles les recherches en sciences humaines et sociales, au CNRS, grâce à la publication d'indicateurs collectifs : une étude sur les activités 2010 sera diffusée dans la prochaine lettre de l'InSHS.

Mise en place du comité utilisateurs RIBAC

Comme annoncé précédemment, le comité utilisateurs RIBAC a été mis en place le 7 décembre 2011. Il est conjointement présidé par Patrice Bourdelais, directeur de l'Institut des sciences humaines et Sociales (InSHS) et par Sophie Duchesne, présidente du Conseil scientifique de l'InSHS (CSI InSHS).

Outre les deux présidents, la composition du comité utilisateurs est la suivante :

- **Bruno Ambroise** : Centre universitaire de recherches sur l'action publique et le politique. Épistémologie et sciences sociales (CURAPP-ESS) [UMR7319](#) – Amiens
- **Pascale Bonnemère** : Centre de recherche et de documentation sur l'océanie (CREDO) [UMR7308](#) – Marseille
- **Michèle Dassa** : InSHS – Paris
- **Virginie Guiraudon** : Centre d'études européennes (CEE) [EA4459](#) ; membre du CSI – Paris
- **Marie Le Mièrre** : ARCHÉORIENT – Environnements et sociétés de l'Orient ancien [UMR5133](#) – Lyon
- **Cécile Michel** : Archéologies et sciences de l'Antiquité (ArScAn) [UMR7041](#) ; membre de la section 32 – Nanterre
- **Martine Vanhove** : Langage, langues et cultures d'Afrique noire (LLACAN) [UMR8135](#) ; membre de la section 34 – Villejuif
- **Rossana Vaccaro** : Centre d'histoire sociale du XX^e siècle [UMR8058](#) ; membre du CSI – Paris
- **Éric Verdeil** : Environnement, ville, société (EVS) [UMR5600](#) – Lyon

Le rôle de ce comité est d'une part de suivre l'usage des informations et indicateurs produits à partir de RIBAC et d'autre part de proposer des évolutions de l'outil.

Depuis le début de l'année 2012, le comité s'est réuni deux fois. Il a engagé une première amélioration de l'outil (principalement à partir des commentaires des chercheurs recueillis dans les fiches RIBAC 2011), pour le lancement de la prochaine campagne, courant avril 2012 qui sera approfondie pour la campagne 2013. Ces améliorations portent notamment sur l'ajout de deux types de documents pour les publications (*working papers* et éditions critiques), sur la possibilité de se créer soi-même son mot de passe en cas d'oubli, sur la mention de l'ISBN qui devient facultative (pour les ouvrages) alors que la mention de l'ISSN (pour les revues) reste obligatoire etc.

Le comité a également été consulté sur les différentes demandes d'utilisation des données et informations de RIBAC reçues par l'InSHS. Le comité utilisateurs rappelle que la base de données RIBAC contient des informations nominatives sur les chercheurs protégées par une déclaration à la CNIL (avis n°1358948) et qu'il déconseille fortement la mise à disposition de ces informations nominatives même pour des objectifs de recherche.

contact&info

► Michèle Dassa, InSHS
michele.dassa@cnrs-dir.fr

VIE DES LABOS

Une figure de la recherche TRIANGLE – Actions, discours, pensée



Récemment créé en 2005, le laboratoire Triangle (UMR5206 CNRS / ENS de Lyon / universités de Lyon 2 et de Saint-Étienne / IEP de Lyon) est issu de la volonté affirmée de trois équipes de réunir leurs champs de compétences sur la « chose politique ». Celle-ci est entendue au sens large, c'est-à-dire cet ensemble d'actions, de pensées et de discours dont les éléments s'influencent et se conjuguent et qui, pour être compris, nécessitent une approche résolument pluridisciplinaire. Ainsi, sciences politiques, philosophie et histoire de la pensée politique et économique, sociologie, linguistique, urbanisme, etc. s'allient au sein de Triangle pour appréhender aussi bien les mutations des formes de participation politique, l'étude des langages du politique que la fabrique des métiers d'élus ou encore la légitimation discursive du pouvoir. Jeune laboratoire, donc, mais dont la pertinence scientifique se voit déjà confirmer par l'attribution récente de deux labex et de neuf projets ANR depuis sa création.

Relier les disciplines

La nature des objets d'étude de Triangle présuppose une vision transversale pour être appréhendée, pour que la complexité du « social » à l'œuvre fasse sens. L'origine même du laboratoire se rejoue ici. Union de trois équipes, le laboratoire est constitué de pôles thématiques qui, loin d'être une simple juxtaposition d'équipes indépendantes les unes des autres, se recoupent et se renforcent en de nombreux points. Citons le pôle « Politisation et participation » qui interroge le rapport contemporain au politique. Penser la participation politique sous-entend un dépassement du questionnement relativement « classique » du rapport des citoyens aux différentes formes de participation politique pour interroger, de façon pluridisciplinaire, la façon dont les organisations – politiques, syndicales, associatives – pensent les conditions et les moyens de cette participation.

Autre exemple, des recherches menées au sein du pôle « Action publique » empruntent une démarche socio-historique pour questionner les rapports administration et politique. Le programme ANR MOSARE (Mobilisation des savoirs pour la réforme. Circulation des savoirs de gouvernement et transformations de l'action administrative XIX^e-XX^e siècles), sous la direction de Renaud Payre, illustre parfaitement cette démarche en invitant, par le détour historique, à un déplacement du regard sur ce couple savoir / administration,

à des échelles variées (niveaux transnational, national et local). Si la question de la modernisation des administrations est aujourd'hui abondamment analysée, celle de son autonomisation commence seulement à émerger, notamment via ce projet.

De telles recherches impliquent la collaboration de politistes bien évidemment mais aussi de sociologues, d'historiens, de philosophes, de géographes et de juristes, dans une perspective comparée, rendant compte des jeux croisés des idées, des institutions et des intérêts. Triangle ou l'art de (re)lier !

L'archéologie du savoir

Le laboratoire lyonnais se démarque également par son élaboration d'analyses inactuelles introduisant un nouveau rapport au temps et à l'histoire, à même d'éclairer le sens de situations actuelles. Pouvoir saisir les mutations des pensées et des concepts inhérents et ainsi élaborer des formes pertinentes de lecture du « social », d'hier et de nos jours, nécessite donc de remonter le fil de l'histoire et d'interroger les textes fondateurs de sciences politiques et économiques. Les travaux de Michel Senellart s'inscrivent pleinement dans cette démarche. Un retour aux Miroirs des princes et aux manuels de prudence politique, des pères Grecs, d'Augustin et d'Isodore de Séville, en passant par Jean de Salisbury, Thomas d'Aquin et Machiavel,

jusqu'à Kantorowicz, Foucault et Gauchet, a rendu possible un travail d'explicitation de la notion de gouvernement et des arts de gouverner qui se sont succédés, se sont chevauchés dans le temps ; il s'agit non pas de découvrir une essence mais plutôt de dévoiler « une multiplicité non seulement d'arts, de techniques, de systèmes d'actions, mais aussi de définitions du gouvernement ».

Autre exemple, l'étude d'auteurs historiquement majeurs en histoire de la pensée économique, tel Léon Walras. Jean-Pierre Potier consacre, avec d'autres, son activité de chercheur à une édition critique des œuvres complètes – inexistante à ce jour en France – de ce penseur dont l'importance en économie est incontestable. Léon Walras n'est pas seulement – simplement – le fondateur de la théorie moderne de l'équilibre général, lui qui définissait son travail comme « une science physico-mathématique » mais également celui qui admet des exceptions au principe de libre-concurrence. Se proclamant « socialiste scientifique », Léon Walras pense, comme le rappelle Jean-Pierre Potier, que « le but final de la science est de rapprocher la réalité d'un certain idéal » et plaide donc pour une intervention de l'État dans les domaines de l'intérêt général. Une théorie qui serait la seule à combiner efficacité économique et justice sociale. C'est dire si ce projet d'édition critique, héritier du Centre Auguste et Léon Walras, est essentiel.

Des projets ambitieux

L'intérêt scientifique et social des recherches de Triangle explique le nombre important des projets mis en place. En effet, pas moins de 13 projets (dont 9 ANR et 2 labex) rassemblent des chercheurs aux horizons disciplinaires multiples. Le dernier en date, le labex COMOD (Constitution de la modernité : raison, politique, religion), entend analyser, dans un esprit interdisciplinaire, le mouvement qui a conduit à la modernité et à la situation économique et politique actuelle. L'association des sciences de la religion et des études juridiques constitue une originalité notable du projet. En raison des enjeux importants des questions ayant trait au pluralisme et à la laïcité, la diffusion des résultats de la recherche sera largement assurée auprès d'acteurs publics et privés, notamment sur les aspects juridiques touchant à la laïcité et à la vie religieuse.

Dirigé par Ludovic Frobert, le projet ANR *Utopies19* (Une tradition oubliée : intellectuels et expérimentateurs socialistes 1830-1870) vise, quant à lui, par l'étude pluridisciplinaire (histoire, philosophie, sociologie et économie) de quelques expériences types du socialisme français des années 1830-1870, à prolonger des enquêtes récentes ayant amorcé un renouvellement dans l'interprétation des doctrines et pra-

tiques de ce courant majeur de la culture économique et politique moderne. UTOPIES19 entend repérer, parmi les textes des premiers socialistes, les volontés de transformation – dans une période charnière de révolutions politiques, économiques, communicationnelles, scientifiques – pour en tirer une connaissance historique plus précise mais aussi pour interroger certaines certitudes présentes.

Enfin, le pôle « Genre et politique », dirigé par Anne Verjus, travaille actuellement sur la construction des inégalités de genre. Une partie de ses membres participe à un programme ANR sur les violences de genre à l'école. Dans une perspective à la fois théorique et empirique (études démographiques et statistiques), sur des terrains à la fois français et anglo-saxons, l'ensemble du pôle travaille sur les transitions à l'œuvre au sein des rapports de genre et les redéfinitions des processus de construction des identités masculines contemporaines, notamment à travers l'étude de la sexualité et des nouvelles formes de vie familiale.

Du laboratoire comme forge : les humanités numériques

Le recours aux nouvelles technologies et le partage des recherches constituent, si l'on nous passe l'expression, l'un des postulats de base de Triangle. Outre la richesse du site internet, cette politique est particulièrement visible dans les projets d'édition critique et de corpus en ligne. Prenons, à titre d'exemple, la *Bibliothèque foucaldienne*, co-dirigée par Philippe Artières et Jean-Claude Zancarini. Depuis la mort de Michel Foucault en 1984, une imposante littérature secondaire a été produite ainsi qu'une entreprise de publication des textes épars et des cours au Collège de France. La singularité de la démarche de Michel Foucault apparaît à travers cet ensemble, notamment la manière dont s'articulent articles, cours et livres. Si l'on sait que le philosophe passait de longues heures en bibliothèque, on ignore cependant comment il travaillait. Partir à la recherche des traces de ses pratiques de lecture, mais aussi des manières de copier et de restituer sous la

forme de notes, citations, paraphrases, tel

est l'objet de ce programme ANR Corpus. Il s'agit en somme d'entrer dans le laboratoire foucaldien et de produire des outils pour étudier son fonctionnement et en assurer la diffusion.

Citons encore le projet *HyperMachiavel*. Ce logiciel de recherche et d'indexation semi-automatique permet l'établissement d'un corpus de textes parallèles ; sous la responsabilité de Jean-Claude Zancarini, il a été développé par Séverine Gedzelman dans le cadre du projet ANR « Naissance, formes et développements d'une pensée de la guerre, des guerres d'Italie à la paix de Westphalie (1494-1648) ». *HyperMachiavel* offre de nombreuses fonctionnalités utiles à la recherche, parmi lesquelles une lecture synoptique de l'édition princeps du Prince et de ses traductions françaises du XVI^e siècle, un enrichissement sémantique mettant en évidence les équivalences traductionnelles et une indexation lexicale sur





corpus bilingue. Sans équivalent dans la recherche sur la langue de la politique au XVI^e siècle, il a été conçu pour être enrichi de développements ultérieurs qui intègrent d'autres textes de Machiavel et de la pensée politique florentine.

Étant donné leur complexité et leur technicité, les projets d'édition en ligne n'auraient pu voir le jour sans une forte implication collective, qui rassemble autour d'une ligne directrice, un ensemble de compétences. Les ingénieurs du laboratoire, qui assurent le montage et le suivi des projets, maîtrisent les technologies et les méthodologies qui émergent dans le champ des éditions critiques et des corpus sur supports numériques. Dans un esprit d'ouverture, ils ont collaboré à la mise en place du dispositif **MutEC** (Mutualisation d'outils numériques pour les éditions critiques et les corpus), financé par le **TGE Adonis**.

Entre sciences et société, l'expertise

Étudier la « chose politique » n'exclue pas, bien au contraire, les actions plus directes sur le corps social lui-même, sous la forme d'une expertise auprès de divers acteurs des sphères publiques et privées. Ainsi le labex « **IMU : Intelligences des mondes urbains** », dont la vocation est de stimuler, produire et valoriser une expertise scientifique et technique sur les mondes urbains passés, présents et possibles tout en contribuant à l'action des pouvoirs publics et des acteurs privés sous la forme de nouveaux outils de gestion des territoires urbanisés. L'intérêt d'un tel programme est crucial tant la question urbaine constitue un défi scientifique et social majeur. Depuis 2007, plus de 50% de la population mondiale est urbaine. Depuis le XVIII^e siècle et l'émergence des sociétés industrielles, l'urbanisation entame un processus de massification qui semble sans précédent historique. L'apparition de métropoles, de mégalo-poles, introduit de nouvelles dynamiques et de nouveaux défis politiques et organisationnels, techniques, sociaux, économiques et environnementaux. Une seule discipline scientifique ne peut donc suffire à analyser les processus qui, comme l'urbanisation, relèvent de l'interaction d'une multitude de facteurs. Sont donc convoqués l'ingénierie, le génie civil, l'urbanisme, l'architecture, le design, les sciences de l'environne-

ment, du territoire, de l'informatique et des systèmes, de la santé et de la médecine, de la biologie, de l'écologie et, bien sûr, les sciences humaines et sociales – géographie, anthropologie, sociologie, philosophie. L'intérêt de l'IMU réside par ailleurs dans sa conciliation de deux objectifs, apparemment paradoxaux : la recherche académique d'excellence et l'opérationnalité, la valorisation économique. De fait, la validité des hypothèses scientifiques sera vérifiée concrètement, *in situ* : la capacité d'action et de transformation comme pierre de touche de la recherche !

Les recherches sur les politiques éducatives font également l'objet de transferts de connaissances, en direction notamment des collectivités territoriales. Dans le cadre de la décentralisation et de la territorialisation de la formation, les régions, qui consacrent le deuxième poste budgétaire à la formation – après les transports –, font appel à l'expertise de chercheurs de Triangle, comme Hélène Buisson-Fenet, pour éclairer leur veille et leurs actions en matière de politiques éducatives. Un Observatoire national des politiques éducatives locales devrait voir le jour, avec l'objectif de favoriser la reconnaissance de l'importance des villes dans les Projets éducatifs locaux. Cet observatoire sera fondé sur une collaboration avec l'ENS de Lyon, l'Institut français de l'éducation (ex-Institut national de recherche pédagogique), l'Association nationale des directeurs de l'éducation des villes (ANDEV) et la Fédération nationale des Francas.

L'apprentissage de l'autonomie

L'importance de la formation au sein du laboratoire se mesure à l'implication et au rôle reconnus aux jeunes chercheurs. Outre les séminaires des différents pôles auxquels participent les jeunes chercheurs, un séminaire spécifique à leurs besoins a été mis en place, le séminaire **STEP** (séminaire Triangle d'écriture du politique). Le principe du séminaire réside dans l'élaboration collective d'une critique constructive autour d'un papier d'un jeune chercheur destiné à faire l'objet d'une publication ou d'une communication. Si l'essentiel de la discussion porte évidemment sur l'article proposé, la dernière partie de la séance peut être consacrée à la politique éditoriale, l'histoire, la composition du comité de rédaction et la notoriété des revues pressenties pour une publication potentielle. Cette phase permet d'aider les doctorants à mieux connaître le paysage éditorial des disciplines représentées dans le laboratoire et donc, l'évaluation par les pairs – principe fondamental de la recherche contemporaine. Autre initiative en faveur des jeunes chercheurs, les **laboratoires juniors**. Ceux-ci, labellisés par le conseil scientifique de l'ENS Lyon, conjuguent formation et apprentissage de l'autonomie scientifique et budgétaire, dans la mesure où ces structures sont dotées d'un budget propre alloué par l'ENS pour une durée de trois ans. Composés de doctorants issus de diverses disciplines, ces laboratoires ont pour vocation de créer des espaces de réflexion collective sur des questions relevant des champs thématiques du laboratoire. Ainsi, le laboratoire junior **PRODICS** réunit des doctorants en sociologie, science politique, études anglophones, histoire de la pensée économique et en urbanisme autour d'un questionnement épistémologique des catégories sociales employées en SHS et d'une étude de la production des catégories sociales par les discours ainsi que ses effets politiques et symboliques. Par ses activités, ce laboratoire junior relève de fait de la thématique centrale de Triangle, à savoir l'interface entre discours, actions et pensée.

Énumérer l'ensemble des activités du laboratoire lyonnais n'est pas l'objet de ce papier. Bien des projets sont laissés dans l'ombre : entre autres, une convention entre Triangle, l'université Lyon 2 et la DARES (ministère du Travail) sur l'impact des nouvelles règles de représentativité sur les pratiques et les stratégies syndicales, un colloque international à venir (18-19 octobre) questionnant les « printemps arabes », un programme portant sur l'étude des agendas historiques ou actuels (électroniques) des élus pour comprendre l'élaboration

Journées de la Culture Arabe

à L'ENS LSH

14,15,16 mai
L'ÉCHO DE LA FABRIQUE,
NAISSANCE DE LA PRESSE OUVRIÈRE À LYON

Lundi 14 mai

9h • 18h :

La politique italienne des 20 dernières années
une lecture franco-italienne

ENS de Lyon
18 novembre 2011
16h30 salle de réunion n°2
accès par le 19 allée de Fontenay

Concert
instrument

TRIANGLE EN CHIFFRES

- Date de création : **2005**
- Directeur : Jean-Claude Zancarini ; directeur adjoint : Renaud Payre
- Tutelles : ENS Lyon, CNRS, Université Lyon 2, IEP de Lyon et Université Jean-Monnet
- Implantations : 4 sites sur Lyon et Saint-Etienne
- **224 membres**, dont 93 enseignants-chercheurs et 10 chercheurs ; 107 doctorants et post-doctorants ; 14 personnels d'accompagnement de la recherche
- **6 pôles thématiques** : Action publique ; Politisation et participation ; Histoire de la pensée économique ; Philosophie de la politique et de l'économie ; Genre et politique ; Langages et pensée politiques
- **Programmes régionaux, nationaux et internationaux** : plus d'une quinzaine d'opération de recherche à financement européen, une cinquantaine d'opérations contractuelles nationales et 8 ANR sur le quadriennal en cours, etc.
- **Programmes régionaux, nationaux et internationaux** : près d'une quinzaine de projets de recherche (dont 9 ANR et 2 labex)

concrète de l'action politique, etc. Précisons simplement que tous les projets possèdent en commun la volonté de dépasser les frontières disciplinaires et prônent une vision intertemporelle de l'histoire au service d'une meilleure appréhension de la « chose politique ». Lien entre théorie et pratique, recherche et valorisation, sciences et nouvelles technologies, le laboratoire Triangle est une vraie figure de la recherche.

Sandrine Clérisse
Communication InSHS

9h-9h15 **Maurizia Morini**
Introduction à la journée d'étude
9h15-10h **Damien Prévost**
Origines des grands partis italiens
d'aujourd'hui (1992-2009)
10h-10h45 **Piero Ignazi**
Transformations du système politique
italien et des partis (1992-2011)
10h45-11h **Pause**
11h-11h45 **Letitia Dumont-Lewi**
Rire de spectateur et rire d'électeur
Le théâtre de Dario Fo dans la
politique d'aujourd'hui
11h45-12h15 **Jean-Claude Zancarini**
Conclusions de la journée d'étude
12h15-13h **Débats**



contact&info

- Jean-Claude Zancarini,
directeur de Triangle
jean-claude.zancarini@ens-lyon.fr
- Pour en savoir plus
triangle.ens-lyon.fr

TIC & politique

« Démocratie électronique » (DEL), Réseau de recherche international sur les usages socio-politiques des TIC

DEL, réseau international et partenarial

En 2012, l'actualité électorale dans plusieurs pays (États-Unis, Finlande, France, Russie, etc.) confère aux recherches sur les pratiques politiques des technologies de l'information et de la communication (TIC) une acuité accrue. Le développement exponentiel et planétaire des sites internet, blogs, réseaux sociaux (amplement illustré par la présence de ces moyens de communication lors des événements du « printemps arabe » en 2011), intensifie l'intérêt des citoyens, du personnel politique, des médias et de notre communauté scientifique pour les problématiques liées à la « démocratie électronique ». Cette accélération du nombre de modalités numériques d'expression, d'organisation et de participation politiques s'inscrit dans un processus historique dont on peut situer les premiers moments en France au début des années 80 avec les services télématiques.

Le réseau de recherche « Démocratie électronique » (DEL) a été créé au CERTOP (Centre d'étude et de recherche, Travail, Organisation, Pouvoir, UMR5044 CNRS / Université Toulouse 2) en juin 2002 sous la responsabilité scientifique de Gérard Loiseau ; Stéphanie Wojcik (CEDITEC, Université Paris-Est Créteil) étant co-fondatrice.

Son objectif initial est resté pour l'essentiel inchangé : le partage et la valorisation de recherches dont l'objet concerne les transformations des modes de gouvernement des régimes politiques contemporains liées au développement des TIC. Il œuvre au décloisonnement des recherches entreprises dans des disciplines variées, par des chercheurs appartenant à des institutions géographiquement dispersées, en France et dans divers autres pays.

DEL, réseau de recherche interdisciplinaire – science politique, sciences de l'information et de la communication, mais aussi informatique, droit, géographie, urbanisme, économie et gestion, philosophie – comprend 155 membres au 1^{er} février 2012 dont les travaux sont, partiellement ou totalement, consacrés à l'étude critique des divers aspects de la « démocratie électronique ». C'est aussi un réseau international et partenarial.

La production scientifique individuelle et collective des membres de DEL

Les productions des membres de DEL sont diversifiées et les thématiques abordées vastes. En voici quelques exemples.

► *Les nouvelles formes de débat, de délibération et de consultation*
Ces formes sont traitées de manière approfondie dans les ouvrages de Laurence Monnoyer-Smith (Université de Technologie de Compiègne), de Raphaël Kies (Université du Luxembourg) et dans le numéro de *Réseaux* « Parler politique en ligne » coordonné par Fabienne Greffet (Université Nancy 2) et Stéphanie Wojcik (Université Paris-Est Créteil).

► *La reconfiguration des pouvoirs territoriaux en lien avec les usages des TIC par les institutions et la société civile locales*

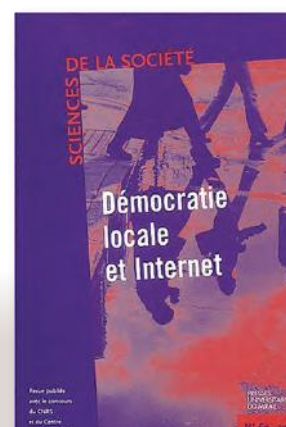
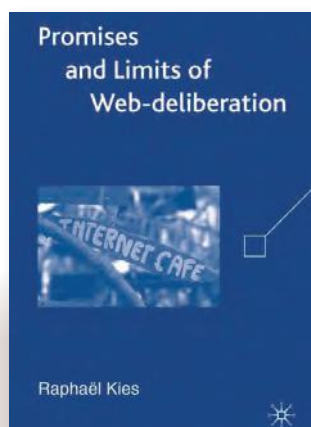
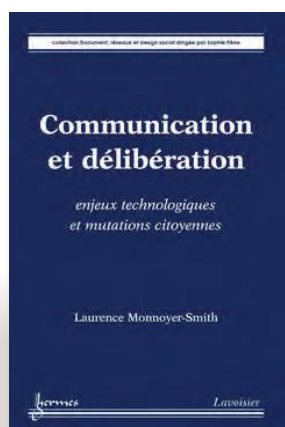
Cette approche a fait, entre autres, l'objet de la publication « Démocratie locale et Internet » co-dirigée par Robert Boure (Université Toulouse 3) et Gérard Loiseau (CERTOP).

► *Les nouveaux registres de mobilisation et d'action politique*
Nos collègues finlandais Tapio Häyhtiö et Jarmo Rinne de l'Université de Tampere ont centré leur publication sur ces aspects ; Séverine Arsène (CERI) aborde les mêmes problématiques dans un contexte spécifique, les modalités d'expression politique des internautes chinois. En France, Fabien Granjon (Université Paris 8) est spécialisé dans l'analyse de l'« internet militant ».

► *Le vote électronique*, dont les différents aspects, sécurité, dimension symbolique, etc., ont suscité maintes recherches en France et à l'étranger. En témoigne l'ouvrage coordonné par Laurence Favier (Université de Bourgogne).

► *La communication partisane* dont bien des points sont traités dans l'ouvrage *Continuer la lutte.com*, coordonné par Fabienne Greffet et auquel ont participé d'autres membres de DEL comme Rachel Gibson (Université de Manchester) ou Thierry Vedel (CEVIPOF). Cet objet de recherche est aussi retenu par Sharon Haleva-Amir (Université de Haïfa) et L. Javier (Université Carlos III, Madrid).

► *Les campagnes électorales*, notamment les différentes pratiques



du web et des réseaux sociaux par les partis et/ou les candidats en vue de mobiliser adhérents et sympathisants. Cette thématique suscite de nombreux travaux comme ceux d'Eva Schweitzer (Université de Mayence) ou encore Fabienne Greffet et Thierry Giasson (Université de Laval, Canada) qui co-dirigent actuellement une ANR franco-québécoise « Enpolitique.com. Stratégies, contenus et perceptions des usages politiques du web en période électorale. Les cas des campagnes électorales présidentielle française et législative québécoise ».

Dans le réseau DEL, d'autres membres travaillent sur des thèmes comme l'*administration électronique*, la *fracture numérique*, le *gouvernement ouvert* et la question de la *participation accrue des citoyens aux processus décisionnels*, les *transformations de l'espace public* notamment favorisées par l'utilisation des réseaux sociaux, la politisation des citoyens, ...

Des outils de diffusion

Pour réaliser leurs travaux, les membres de DEL disposent de trois outils permettant la diffusion et la circulation des informations pertinentes du domaine. Via la liste info.del.cnrs@free.fr, sont quasiment quotidiennement envoyés des appels à contribution pour des colloques ou des ouvrages, des annonces d'événements scientifiques, des parutions, des offres d'emplois et de bourses de recherche, etc. Le site www.certop.fr/DEL annonce les publications des membres et leurs activités, affiche appels à communication et manifestations, propose des liens hypertextes avec nos partenaires et les centres de recherche qui travaillent sur nos thématiques, etc. Le site comprend également une bibliothèque exclusivement réservée aux membres. Elle contient, au 1^{er} février 2012, 1 025 textes en anglais, 277 en français et 18 en espagnol.

Outre ses activités régulières, DEL prépare, à l'horizon 2013, trois importantes actions scientifiques :

- Une journée d'étude CERTOP / DEL « Démocratie, action publique et ressources numériques » en mars 2013 à Toulouse.

UN VASTE RÉSEAU INTERNATIONAL

Outre la France, **45 membres de DEL sont répartis dans 24 pays sur 4 continents**.

Ils exercent leurs activités en Allemagne, Autriche, Belgique, Canada, Corée du Sud, Danemark, Espagne, États-Unis, Finlande, Grèce, Inde, Israël, Italie, Luxembourg, Norvège, Pologne, Portugal, Royaume-Uni, Sénégal, Slovénie, Suisse, Turquie, Venezuela.

UN RÉSEAU DE PARTENAIRES

- Le **CEDITEC** (Université Paris-Est Créteil) représenté par S. Wojcik pour l'organisation de nos Rencontres annuelles afin de discuter et de diffuser les travaux scientifiques de ses membres.
- Le **COSTECH** (Université de Technologie de Compiègne) représenté par L. Monnoyer-Smith pour la co-production de nos 6 Séminaires annuels, ouverts à l'ensemble de la communauté scientifique.
- Le GIS « **Participation du public, décision, démocratie participative** », le RC (*Research Committee*) 10 « **Electronic Democracy** » de l'IPSA (*International Political Science Association*) et le **Standing Group on Internet & Politics** de l'ECPR (*European Consortium for Political Research*) pour la diffusion réciproque d'information scientifique.

- Un colloque international « Regard critique sur la participation politique en ligne » en juin 2013 à Paris. Ce colloque s'inscrit dans la lignée de deux colloques précédents ayant eu lieu à Paris, l'un le 26 juin 2002 (co-organisé par le CERTOP et le programme « Société de l'information » du CNRS) et l'autre, le 7 décembre 2005 (co-organisé par le CERTOP, le CEVIPOF, le GDR TICS et la MSH de Toulouse).

- Deux publications, liées au colloque de juin 2013 : un ouvrage collectif dirigé par Gérard Loiseau intitulé *Regards critiques sur la Démocratie électronique* ; un recueil des communications des jeunes chercheurs sélectionnées pour le colloque, coordonné par Stéphanie Wojcik.

Gérard Loiseau

CERTOP

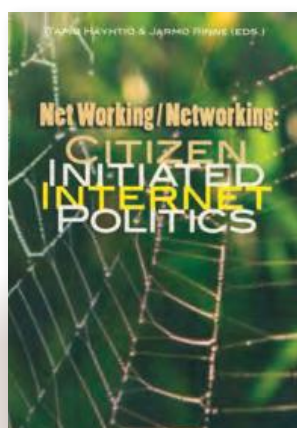
& Stéphanie Wojcik

CEDITEC

contact&info

- Gérard Loiseau, CERTOP
loiseau@univ-tlse2.fr
- Stéphanie Wojcik, CEDITEC
stephanie.wojcik@univ-paris12.fr
- Liste de diffusion
info.del.cnrs@free.fr
- Liste des membres de DEL

www.certop.fr/DEL/spip.php?rubrique41



ZOOM SUR...

Vie politique française

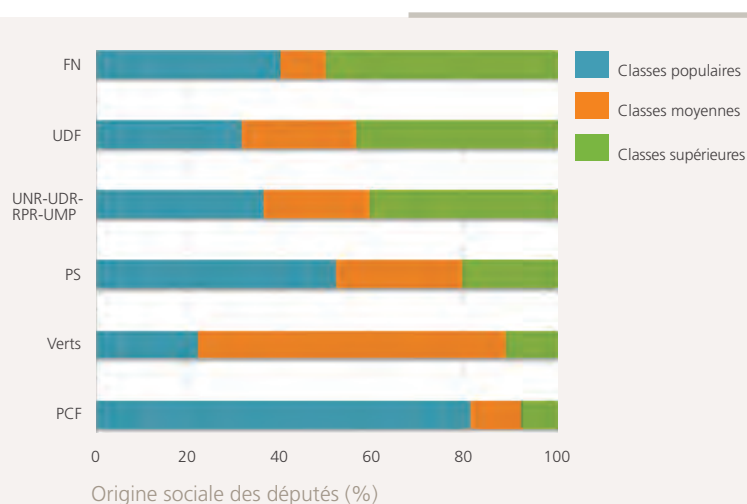
Deux entretiens, avec Luc Rouban du CEVIPOF (Centre de recherches politiques de sciences Po UMR7048) et Herrade Igersheim du BETA (Bureau d'économie théorique et appliquée UMR7522), éclairent deux aspects importants de la vie politique française : la sociologie des députés de la V^e République et les modes de scrutin alternatifs.

Sociologie politique des députés de la V^e République 1958-2007

Entretien avec Luc Rouban (CEVIPOF) à propos de son article « Les députés », *Les Cahiers du CEVIPOF* n°55, 2011

Pourquoi cette étude sur le profil social des députés de la V^e République ?

Cette recherche sur les députés s'est inscrite à la suite de plusieurs travaux prosopographiques que j'avais menés sur la haute fonction publique. Je cherche à faire le bilan des évolutions sociales touchant les élites et leurs circulations à un moment de transformation de l'État et de remise en cause de la démocratie représentative. À ce sujet, il faut bien reconnaître que l'on est confronté à une grande misère des connaissances. Les études législatives reprennent vigueur en France et on peut citer notamment les travaux menés par Olivier Costa et Eric Kerrouche à l'IEP de Bordeaux sur les activités parlementaires ou l'enquête comparative européenne menée par Heinrich Best et Maurizio Cotta à laquelle participe Daniel Gaxie de l'université Paris I. Cependant, à ma connaissance, la banque de données que j'ai établie est unique car elle est la seule à entrer dans le détail des biographies et des carrières. Je tiens à préciser que je l'ai constituée moi-même en « artisan » sans faire appel à des « petites-mains », autant pour des raisons déontologiques que pour mieux appréhender moi-même le terrain de recherche.



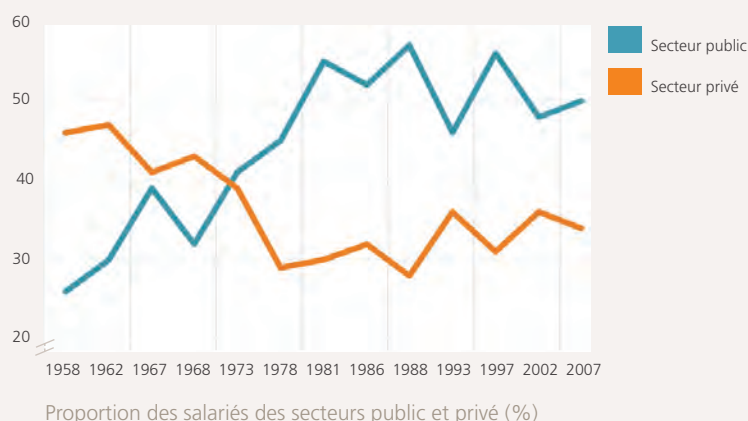
Le long terme implique certains choix méthodologiques. Pouvez-vous nous les expliquer ?

Les choix méthodologiques sont évidemment cruciaux et délicats dans ce type de travail car il faut à la fois rendre compte des évolutions sur le long terme et ne pas gommer toutes les spécificités partielles ou même individuelles. Il faut entrer dans un dialogue entre la sociologie et l'histoire. Deux exemples : la notion de cadre

renvoie aux classes supérieures dans les années 1970 et aux classes moyennes dans les années 2000. On peut donc adopter des points de départ différents en prenant garde à l'évolution historique non seulement des « réalités » mais aussi des représentations. Par ailleurs, les étiquettes politiques sont multiples et l'on doit donc restituer à la fois l'information détaillée et l'évolution des rapports entre les grandes familles politiques. Il est évident que l'UMP a peu de points communs avec l'UNR mais la famille gaulliste ou proto-gaulliste reste cependant toujours différente de la famille centriste. Enfin, après plusieurs années de travail, j'ai dégagé des solutions « prudentielles » dans la saisie et le traitement des données afin d'obtenir des grilles de lecture (par exemple, des indices d'attributs sociaux) qui soient assez fiables. L'idée générale est d'utiliser ces grilles pour mener de véritables comparaisons entre des élites différentes.

Cette étude corrobore-t-elle l'idée d'une "République de fonctionnaires" ?

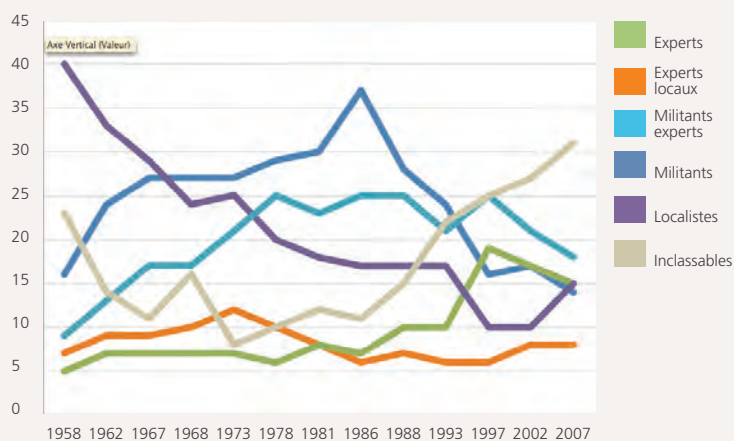
Sur ce point, qui alimente de nombreux commentaires populistes, la réponse est négative. On assiste bien à une montée en force des salariés du public dans les rangs de l'Assemblée à partir de 1981 mais cette poussée, d'ailleurs irrégulière, est due aux enseignants très présents dans les rangs du PS. Cependant les enseignants sont loin d'appartenir dans leur ensemble aux élites du public. Cette évolution en recouvre une autre : le fort déclin de la haute fonction publique au profit de cadres du public d'un rang social plus modeste. Par ailleurs, la hausse sensible du niveau de diplôme chez les députés n'a pas compensé le handicap qu'ils ont sur ce terrain face à des hauts fonctionnaires cumulant désormais les passages par les grandes écoles, comme j'ai pu le montrer par exemple pour l'Inspection des Finances. Mais en quoi l'origine professionnelle impliquerait-elle un tropisme particulier une fois installé au Palais-Bourbon ?



Les anciens de l'ENA et des cabinets ministériels ne sont pas des députés « technocrates ». Bien au contraire, ce sont les plus impliqués dans les appareils partisans. Le mandat de député se conquiert depuis les années 1980 à la suite d'une longue carrière politique. Et la carrière de député se poursuit généralement au niveau local. On est bien loin des trajectoires de hauts fonctionnaires allant diriger des entreprises ou des banques. La fragmentation des élites d'État est toujours très forte et continue de nourrir des luttes de longue haleine.

L'expertise a-t-elle détrôné l'activité militante au sein des profils des députés ?

Si la fonction experte tend à se développer, ce que je montre à travers une typologie des activités menées par les députés, elle n'a pas détrôné loin de là l'activité militante. Bien au contraire, ce sont désormais les militants-experts, à la fois présents dans les appareils de partis et engagés dans les groupes d'étude de l'Assemblée ou la maîtrise de dossiers sectoriels, qui ont les carrières les plus longues et les plus prestigieuses.



L'évolution des profils est-elle homogène, quelle que soit l'appartenance politique ? Assistons-nous à une "démocratisation" du profil de député ?

Le profil social des députés varie beaucoup en fonction de leur appartenance politique. Par ailleurs, on assiste à une montée en force générale des classes moyennes précoce au PS et chez les centristes (1978), plus tardive chez les gaullistes (1986) ou les communistes (1997).

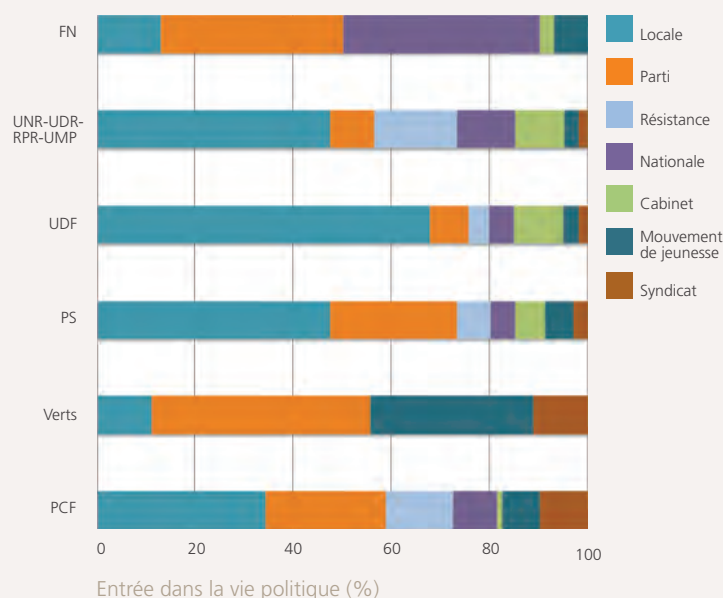
La représentation des différentes classes sociales à l'Assemblée évolue-t-elle dans le temps ?

Oui, mais dans le sens d'une disparition des classes populaires (7% seulement en 2007), d'un affaiblissement des classes supérieures et d'un renforcement des classes moyennes (si l'on intègre les cadres dans les classes moyennes). Socialement, la représentativité de l'Assemblée est de plus en plus faible.

Quel rôle jouent, dans l'accès à la carrière de député, les ressources sociales ?

La carrière de député commence de plus en plus par une carrière locale et une position dans les appareils partisans. L'élection n'est plus une aventure individuelle mais un investissement social fait par des groupes et des réseaux. En conséquence, malgré la « moyennisation » des professions, on voit que le nombre d'attributs sociaux des députés augmente régulièrement. Par exemple, les années 1960

voyaient encore d'anciens résistants entrer directement à l'Assemblée. Aujourd'hui, il est indispensable de conquérir un mandat local (souvent municipal) et de s'engager dans un parcours difficile et souvent ingrat. Seule une minorité de députés dépassent les deux mandats à l'Assemblée. Par ailleurs, le travail en circonscription est celui d'un élu local qui rend des services. C'est cela qui explique l'attachement au cumul des mandats et qui rend nécessaires les réseaux locaux ou les attaches familiales territoriales.



Les années 80 semblent représenter un tournant dans cette étude. Quelles en sont les raisons ?

C'est le résultat de plusieurs facteurs : l'investissement des élites sociales et notamment des hauts fonctionnaires dans les affaires privées plutôt que dans la politique ; la technicisation croissante des débats et des politiques publiques appelant des députés diplômés ; l'effondrement électoral du PCF ; la constitution de véritables carrières politiques commençant tôt appelant une nouvelle génération d'hommes d'appareil plutôt que des notables élus tout de suite au Palais-Bourbon.

Envisagez-vous de poursuivre ce travail ?

Oui, je vais mettre à jour la banque de données après 2012 et ajouter également des modules de variables sur les travaux réalisés par les députés. Le comparatisme international est évidemment tentant mais très fragile sur le plan méthodologique car une assemblée législative est le produit d'idiosyncrasies juridiques, politiques et sociales nationales.

Propos recueillis par **Sandrine Clérisse**, InSHS

contact&info

► Luc Rouban, CEVIPOF
luc.rouban@sciences-po.fr

► Le CEVIPOF
www.cevipof.com

► Lire l'article « Les députés »
www.cevipof.com/fr/les-publications/les-cahiers-du-cevipof/bdd/publication/829

Vie politique française

Expérimenter des modes de scrutin alternatifs

Entretien avec Herrade Igersheim (BETA)

Lors du premier tour des élections présidentielles en 2007, une équipe de recherche composée de chercheurs CNRS et d'universitaires a mené une expérimentation autour de deux modes de scrutin différents de celui en vigueur en France, uninominal et à deux tours. Herrade Igersheim, chercheur au Bureau d'économie théorique et appliquée (BETA Strasbourg, UMR7522), en charge du projet avec Antoinette Baujard (GATE-LS Saint-Etienne, UMR5824), explique les raisons de cette expérience qui sera réitérée à l'occasion du premier tour des élections présidentielles en avril 2012.

En 2007, vous avez testé deux modes de scrutin alternatifs. Quels sont-ils ?

Les modes de scrutin expérimentés sont le vote par note et le vote par approbation. À la différence du vote uninominal à deux tours utilisé en France, ces deux procédés ont la particularité d'être effectués en un seul tour et sont plurinominaux, c'est-à-dire qu'ils permettent aux participants de soutenir plusieurs candidats, voire de nuancer ces soutiens.

► Pour le **vote par note**, nous avons proposé aux électeurs de noter chacun des candidats sur trois niveaux de notation : 2, 1 ou 0 ; 2 étant la meilleure note. Ce mode de scrutin permet ainsi de soutenir plusieurs candidats tout nuancant l'expression de l'électeur. Le score d'un candidat est égal à la somme des notes qu'il a reçues de chaque votant. Ainsi, le candidat vainqueur est celui qui a le score le plus élevé.

► Le deuxième mode analysé est le **vote par approbation** : l'électeur soutient, ou non, un ou plusieurs candidats sans aucune nuance. Avec ce mode de scrutin, est élu vainqueur le candidat qui rassemble le plus grand nombre de soutiens. Cette méthode de vote a déjà été expérimentée en 2002 par une équipe de recherche menée par Michel Balinski et Jean-François Laslier (École Polytechnique).

Comment avez-vous procédé ?

Une à deux semaines avant le premier tour des élections présidentielles, un bulletin d'information a été envoyé aux électeurs des 6 bureaux de vote étudiés : trois bureaux à Illkirch-Graffenstaden, près de Strasbourg ; deux bureaux à Louvigny, commune péri-urbaine proche de Caen et Cigné ; une commune rurale de la Mayenne. Suivant en cela la même logique que le vote officiel (isoloir, urnes et bulletins de vote), il était proposé à chaque électeur qui le désirait, après le vote officiel, de voter selon les deux méthodes expérimentées. Le taux de participation à l'expérimentation a été de 61,6% des votants ayant participé à l'élection officielle.

Quels sont les avantages observés par rapport au mode traditionnel ?

Ces procédés alternatifs ont l'avantage de permettre aux électeurs de soutenir plusieurs candidats et, selon nous, cela répond davantage à la demande de certains citoyens qui souhaitent exprimer véritablement leurs opinions plutôt que mettre dans l'urne un bulletin où figure un seul nom. En effet, les préférences électorales sont la plupart du temps plus complexes car les électeurs peuvent, par

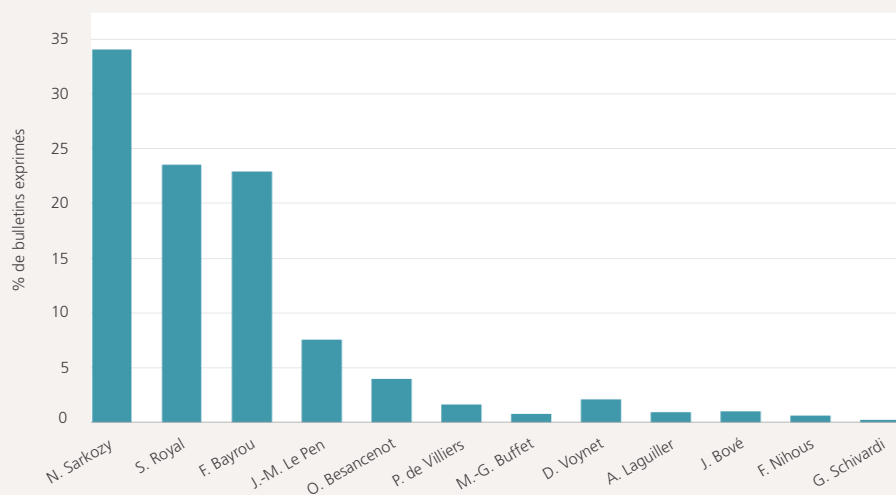
exemple, apprécier plusieurs candidats de manière similaire. Avec le scrutin uninominal à deux tours, chaque électeur doit restreindre son opinion à la désignation d'un seul candidat avec toutes les incidences possibles que l'on sait, telles que le vote stratégique, couramment traduit par le phénomène du "vote utile", ou encore une forte abstention induite par le fait que l'information demandée par le scrutin officiel n'est pas apte à traduire les "vraies" préférences électorales. De plus, le scrutin officiel ne respecte en aucun cas le critère dit "de Condorcet", c'est-à-dire qu'il ne désigne pas toujours vainqueur le candidat qui battrait tous les autres en duel. Pour les théoriciens du vote, l'incitation au vote utile et le non-respect du critère "de Condorcet" sont les deux limites majeures du vote uninominal à deux tours. Les modes de scrutin expérimentés, outre le fait qu'ils permettent aux gens de s'exprimer davantage, sont moins sujets à ces deux écueils : moins de contraintes liées au vote stratégique car on peut exprimer plus pleinement ses préférences et tendance à davantage respecter le critère "de Condorcet".

Quelles analyses peut-on faire des résultats de 2007 ?

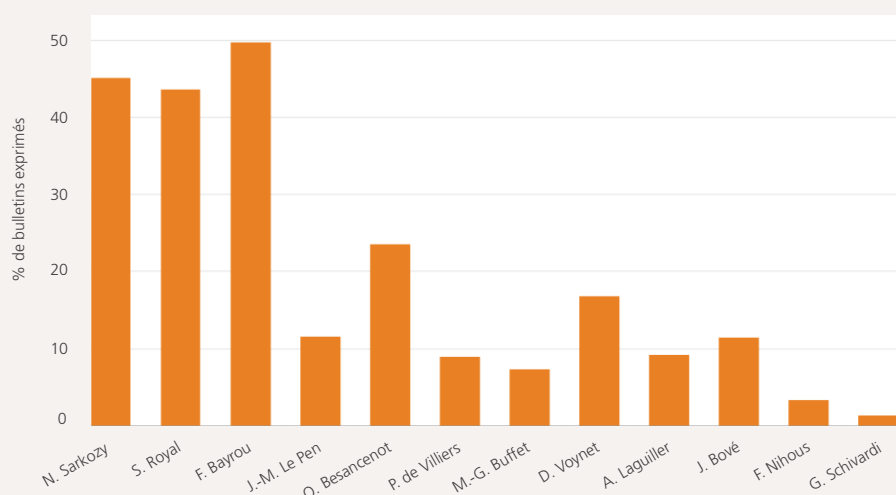
Nos résultats bruts désignent François Bayrou comme vainqueur des élections, tant par le mode par note que par le mode par approbation. Mais, même si ce résultat mérite d'être signalé, il faut se méfier des conclusions trop hâtives car, d'une part, les six bureaux de vote expérimentés ne sont pas représentatifs au niveau national et, d'autre part, seule une partie des votants à l'élection officielle pour les six bureaux concernés (61,6%) a participé à notre expérimentation. De plus, au-delà de la correction de ces deux biais, il faut garder à l'esprit que si le mode de scrutin officiel était différent, le paysage politique français serait lui-même différent : rien ne garantirait dans ce cas la victoire de François Bayrou. En revanche, on peut relever que certains "petits" candidats (Olivier Besancenot ou Dominique Voynet, par exemple) apparaissent bien plus soutenus que lors du résultat officiel. Dès lors, en éliminant le phénomène du vote utile, ces méthodes semblent, d'une part, aboutir à une représentation plus exacte des opinions des électeurs quant aux différents candidats et, d'autre part, conduisent à favoriser les candidats consensuels.

Un des objectifs de l'article est de dépeindre l'offre politique française en 2007 sans a priori sur les dimensions politiques pertinentes. Nos données nous ont permis d'analyser les différents soutiens accordés par les électeurs. On observe par exemple sans surprise qu'il y a un plus large électorat soutenant à la fois Nicolas Sarkozy et Jean-Marie Le Pen plutôt que Jean-Marie Le Pen et Olivier Besancenot, mais nous pouvons aller au-delà et quantifier ces proximités sur la seule base des bulletins expérimentaux. Cela dit, toutes les combinaisons sont possibles et cela tend à indiquer le caractère multidimensionnel de l'offre politique. En effet, ces informations portant sur les soutiens croisés, très riches, permettent d'aller plus loin dans l'analyse de l'offre que la seule dimension classique gauche / droite. Il se dégage alors d'autres dimensions privilégiées par les électeurs et c'est cela que nous avons récemment publié dans les *Annales d'Économie et de Statistique*.

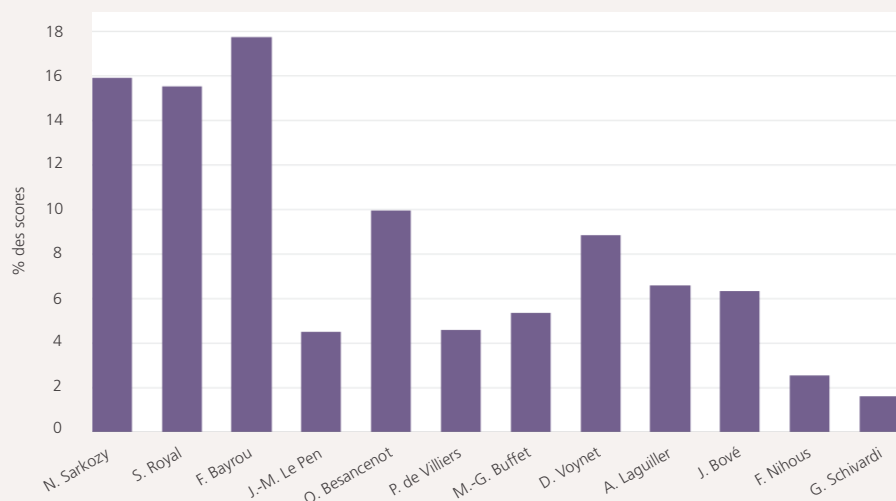
Au-delà, l'objectif ultime de cette expérimentation n'est pas de dé-



Vote officiel (pour les 6 bureaux expérimentés)



Vote par approbation (pour les 6 bureaux expérimentés)



Vote par évaluation (pour les 6 bureaux expérimentés)

terminer qui serait vainqueur avec des modes de scrutin autres que le scrutin officiel. Il s'agit plutôt de tester la réaction des gens et des individus autour d'autres modes de scrutin sur le terrain. Ainsi, ces expérimentations font réfléchir les gens, alimentent le débat public sur la question des modes de scrutin. Lors de notre expérimentation de 2007, il nous a semblé que nombre de participants n'avaient jamais vraiment réfléchi plus avant sur la question du vote et que le scrutin uninominal à 2 tours était, pour beaucoup, le seul mode possible. Signaler l'existence de modes de scrutin alternatifs rend compte des limites de ceux habituellement utilisés. C'est cela, à mon sens, le véritable objectif.

L'expérimentation de 2012 devrait-elle subir des modifications ?

Oui, nous allons reconduire l'expérimentation en 2012 à Louvigny (2 bureaux), Saint-Étienne (1 bureau) ainsi qu'à Strasbourg (2 bureaux). Afin de poursuivre nos recherches, notamment sur la caractérisation du type de résultats qu'est susceptible d'engendrer tel ou tel mode de scrutin, nous allons affiner le protocole : tester à nouveau le vote par approbation d'une part et proposer d'autre part des méthodes par note plus fines : 3 niveaux de notation (de -1 à 1) et 21 niveaux de notation (de 0 à 20).

Propos recueillis par **Nuno Marcelino**

► Références

Baujard, A., Igersheim, H. et Senné, T., "The Political Supply in the 2007 French Presidential Elections. An Analysis Based on Experimental Data", *Annales d'Économie et de Statistique*, Janvier-Juin 2011, n° 101-102, pp. 149-186.

contact&info

- Herrade Igersheim, BETA
igersheim@unistra.fr
- Antoinette Baujard, GATE
antoinette.baujard@univ-st-etienne.fr
- Jean-François Laslier, PREG-ECO
Jean-Francois.Laslier@Polytechnique.edu
- Frédéric Gavrel, CREM
frederic.gavrel@unicaen.fr

Un " microscope " pour observer le vote des quartiers Le projet CARTELEC

1. L'effet "microscope" dans le cas de la petite couronne parisienne



Des 143 communes...



... aux 3 347 bureaux de vote

Création du fond de carte : CARTELEC 2011
Sources : Services des élections des préfetures du 75, 92, 93, 94 et 95

Les cartes électorales sont un outil couramment utilisé pour analyser les scrutins en France, qu'il s'agisse de cartes publiées dans les médias au lendemain des élections pour représenter à chaud les résultats, d'atlas autorisant une vision diachronique des évolutions et permanences des régions politiques, ou encore de méthodes sophistiquées d'analyses spatiales.

Les citoyens sont désormais habitués à lire ces cartes par département, par circonscription, par canton ou par commune, mais sont cependant peu conscients d'une limite importante : de telles cartes représentent principalement une France rurale, sur-valorisent visuellement les espaces de faibles densités et, surtout, ne disent rien des comportements politiques urbains où habite pourtant une majorité de la population. Pour ne citer qu'un exemple, la seule commune de Marseille, un confetti sur la carte de France, compte autant d'électeurs que les 10 000 plus petites communes de France, soit plus d'un quart de sa surface... Seule l'échelle du bureau de vote permet de descendre à un niveau infra-communal et donc de prétendre comprendre les évolutions socio-électorales internes aux grandes agglomérations. Il s'agissait cependant jusqu'à présent d'une "boîte noire", puisqu'à l'exception de rares monographies, les limites des bureaux de vote en France ne sont pas connues, et moins encore cartographiées. Le descriptif d'un bureau de vote se réduit le plus souvent à un ensemble de rues, connues de la seule mairie, plus rarement archivées à l'échelle départementale.

Partant de ce constat, le programme **CARTELEC** poursuit une triple ambition :

- Dresser la cartographie des bureaux de vote en France et les caractériser d'un point de vue socio-économique, démographique, etc. ;
- Analyser à une échelle inédite, et de façon exhaustive, "le vote des quartiers" français ;
- Mettre à disposition des chercheurs en sciences sociales (géographes, politistes, sociologues, économistes, démographes, ethnologues, urbanistes,...), et plus généralement des citoyens, un "système d'information géographique" à l'échelle des bureaux de vote.

Dresser la carte des bureaux de vote en France

Les outils géomatiques rendent désormais techniquement possible le passage automatisé de fichiers textuels définissant les limites des bureaux de votes (nom des rues, numérotation, etc.) à une cartographie vectorielle, notamment par le biais d'un géocodeur localisant (géographiquement) des adresses, puis de scripts permettant de définir de façon semi-automatique des zonages.

Cependant, chaque étape de cette cartographie s'est révélée chronophage et a obligé l'équipe à une adaptation permanente : appel des services électoraux de chaque commune comportant plus d'un certain nombre de bureaux de vote, mise à un format normalisé de données hétérogènes, traitement souvent manuel des cas litigieux.

Malgré ces difficultés, la cartographie des bureaux de vote de la quasi-totalité des communes de plus de 50 000 habitants, ainsi que l'ensemble des villes préfetures, a déjà été dressée, ce qui représente au total près de 10 000 bureaux de

LES DONNÉES ÉLECTORALES

En France :

- 63 900 bureaux de vote
- 7 000 communes possédant au moins 2 bureaux de vote
- 700 communes possédant au moins 10 bureaux de vote
- 50 communes possédant plus de 50 bureaux de vote
- 6 500 bureaux de vote en Ile-de-France.

- Élections disponibles : de 2007 à 2010
- Données du recensement disponibles : 1999 et 2006
- 2012 : fin du programme ANR
- 2013 : mise à disposition des citoyens et des chercheurs d'un site socio-électoral interactif ; fin du programme FEDER.

vote. Nous sommes ainsi en mesure de cartographier à cette échelle les résultats des élections de 2007 (présidentielle et législatives), de 2008 (cantonales et municipales), de 2009 (européennes) et de 2010 (régionales).

Y seront bien entendu ajoutées celles de 2012 dès que leurs résultats à l'échelle des bureaux de vote seront disponibles.

Au-delà de la cartographie des bureaux de vote, c'est un vrai "Système d'information géographique" (SIG) qui est construit, apparaissant résultats électoraux et données économiques, sociales, démographiques, etc. En effet, les bureaux de vote (entre 800 et 1 000 électeurs), sont proches en taille et en nombre d'habitants des IRIS (llocs regroupés pour l'information statistique), le zonage INSEE intra-urbain le plus fin. Même si ces zonages ne se superposent pas parfaitement, une méthode de ventilation par contribution surfacique permet d'estimer la composition sociale des bureaux de vote (ou inversement le vote des IRIS) et ainsi de dresser des comparaisons sociologiques inédites à cette échelle fine. Les figures 1 et 2 en présentent une exploration à travers la typologie des bureaux de vote de Paris et de la première couronne.

D'autres analyses ont déjà permis de dresser des typologies sociopolitiques édifiantes des centres urbains par rapport au monde rural et aux zones périurbaines, très éloignées des clichés d'homogénéisation du vote urbain, telle la figure du "bobo" qui apparaît comme un archétype à déconstruire. Les enjeux à analyser ne manquent pas, qu'il s'agisse du niveau historiquement élevé de l'abstention dans certains quartiers, des fronts de gentrification et de leur corollaire d'espaces de relégations périphériques, de la montée de l'écologie politique urbaine, de l'ancrage social des votes extrêmes...

Une lecture inédite et pluridisciplinaire des votes

Ces premiers résultats ont déjà fait l'objet de rencontres pluridisciplinaires (politistes, géographes, sociologues) en régions (Nord, Normandie...) et à Paris, ainsi que lors de grandes conférences (congrès de l'Association Française de Science Politique en 2009 et 2011, conférence générale 2011 de l'European Consortium for Political Research) qui ont incontestablement généré une "attente" de la

RÉUNIR LES COMPÉTENCES DES POLITISTES ET DES GÉOGRAPHES

Le programme CARTELEC regroupe à parité des politistes du **CEVIPOF** (Centre de recherches politiques de Sciences Po) et des géographes, principalement de l'UMR **IDEES** (Identités et différenciation des espaces, des environnements et des sociétés).

► 6 enseignants chercheurs ou chercheurs titulaires coordonnent le projet

► 1 Ingénieur de recherche CNRS

► 2 chercheurs post-doctorants (un politiste et un géographe)

► 1 ingénieur d'étude

► 1 développeur informatique.

Parmi les principales valorisations du projet, l'équipe CARTELEC organise le 22 mars 2012 une journée d'étude internationale, en collaboration avec le Groupe d'analyse électorale de l'Association française de science politique, sur le thème « **Saisir l'impact du territoire sur le vote. Un autre regard sur les élections en France et en Europe** ».

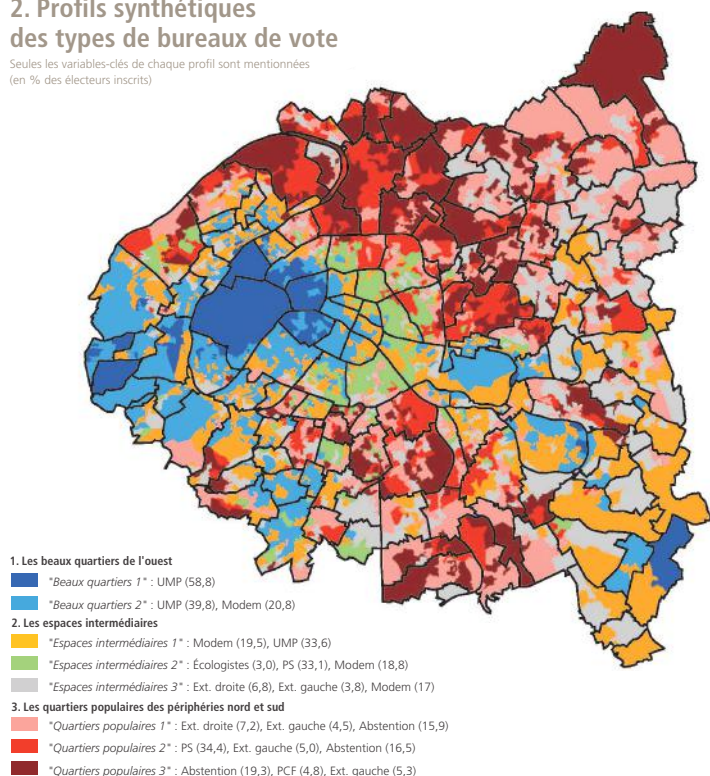
Un autre événement scientifique sera organisé en 2013 à l'occasion de la mise à disposition de la base de données à travers le site web. Enfin, un ouvrage collectif, **Le vote des quartiers**, qui fera appel à des collaborations variées, proposera une synthèse des analyses de notre équipe.

part des chercheurs face à cette "mine" de données. D'ailleurs, le programme CARTELEC "fait école" et des équipes de recherche européennes (dont une équipe italienne pluri-disciplinaire – géographes et politistes) travaillent en collaboration avec lui pour, à terme, répliquer la démarche dans d'autres pays et permettre des comparaisons internationales. De plus, au-delà d'un effet "microscopique" pour analyser de façon académique les comportements politiques, une cartographie fine et systématique des bureaux de vote pourrait encourager des procédures de redécoupage politique plus fréquentes et plus transparentes, à l'instar des *redistricting* aux États-Unis basés notamment sur des travaux d'experts indépendants ou des mobilisations communautaires citoyennes.

Ce programme ANR, commencé en 2009, s'achèvera fin 2012. Il sera prolongé en 2013 par un financement FEDER Haute-Normandie qui permettra de mettre en place un site cartographique dédié et interactif. Nous espérons que des financements complémentaires permettront à terme de pérenniser cet ambitieux projet : mise à jour annuelle des évolutions du découpage des bureaux de vote, insertion des nouveaux résultats électoraux et des nouvelles données du recensement. À plus court terme, au cours des prochaines semaines, plusieurs centaines de cartes seront disponibles sur un premier blog (www.cartelec.net), à l'échelle nationale, mais également à celle des 35 plus grandes agglomérations françaises, constituant un premier apport inédit de CARTELEC au débat public, quelques semaines avant les élections présidentielle et législatives françaises.

2. Profils synthétiques des types de bureaux de vote

Seules les variables-clés de chaque profil sont mentionnées
(en % des électeurs inscrits)



Traitements cartographiques et statistiques : CARTELEC 2011

contact&info

► Michel Bussi, IDEES
michel.bussi@univ-rouen.fr

► Anne Jadot, CEVIPOF
anne.jadot@sciences-po.fr

► Jean Rivière, ESO
Jean.Riviere@univ-nantes.fr

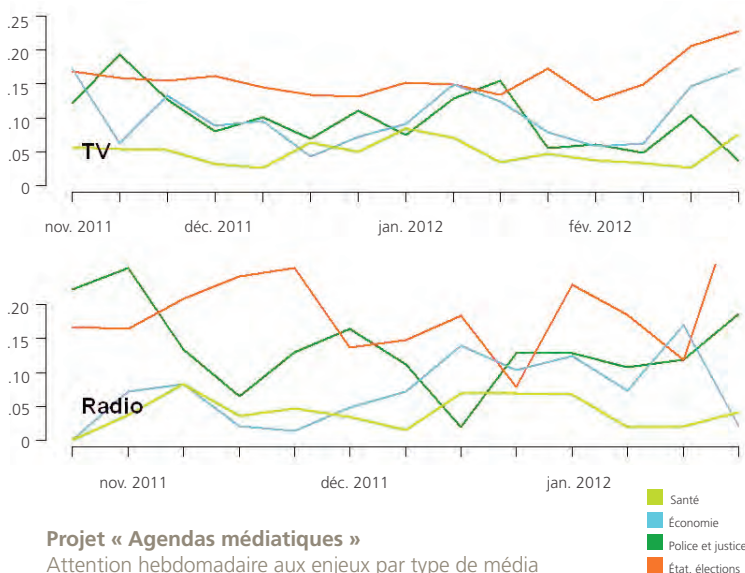
► Pour en savoir plus
www.cartelec.net

Comprendre et analyser les transformations de la démocratie électorale française

Le réseau Tri-Élec

Depuis environ 25 ans la relation entre citoyens et élus est en crise. La baisse de la participation électorale dans l'Hexagone en général et dans les « quartiers sensibles » en particulier, la montée des votes protestataires notamment parmi les catégories populaires, l'inscription durable du Front national dans le paysage politique sont quelques symptômes d'un lien électoral en tension. On assiste à une modification en profondeur du rapport au politique avec des aspects négatifs, bien connue, mais aussi des évolutions positives. Les citoyens sont plus critiques et défiants parce qu'ils sont aussi plus exigeants et mieux informés. Ils votent moins par devoir mais peuvent participer plus et mieux, par d'autres canaux. Enfin, les électeurs français n'ont jamais été aussi ouverts et tolérants. Face à ces transformations majeures, l'étude scientifique des comportements sociopolitiques s'avère essentielle. C'est la raison d'être du réseau **Tri-Élec**.

Tri-Élec rassemble trois laboratoires CNRS / FNSP : le **Centre Émile Durkheim** de Sciences Po Bordeaux (UMR5116), le **Centre d'études européennes** de Sciences Po à Paris, et **PACTE** de Sciences Po Grenoble (UMR5194). Il fédère une cinquantaine de chercheur-e-s seniors et juniors qui entendent contribuer collectivement à l'étude du vote et au renouvellement de ses approches explicatives, tant au niveau des problématiques que des méthodes. Il s'inscrit en priorité dans les débats scientifiques internationaux et tente d'expliquer la situation hexagonale au prisme des transformations affectant l'ensemble des pays occidentaux.



Pourquoi Tri-Élec ? Le retard français

La création de Tri-Élec procède d'un triple constat. La France est pionnière en matière de géographie électorale et d'étude des logiques territoriales du vote (perspective ouverte en 1913 par André Siegfried et son *Tableau politique de la France de*

l'Ouest). Elle reste en revanche en retard dans le domaine de la *survey research* qui analyse le vote au niveau individuel (enquêtes par questionnaire auprès d'échantillons représentatifs de l'électorat). Les États-Unis et leurs *American National Election Studies* (ANES) restent la référence depuis 60 ans : ces enquêtes permettent de dresser un portrait social, politique et historique des électeurs américains de l'élection d'Eisenhower à celle d'Obama.

Ce retard s'explique notamment par les difficultés de financement, liées à l'absence de structure pérenne, comparable à celle des ANES, des *British Election Studies* ou des récentes *German Longitudinal Election Studies*. En France, il faut attendre 1988 pour que des enquêtes électorales présidentielles soient menées de manière systématique, et ces enquêtes ne contiennent que peu de questions comparables sur la longue durée. Quant aux élections législatives, la discontinuité y est encore plus marquée. Ainsi, on ne comprendra jamais les logiques individuelles du choix électoral aux élections législatives de 1974, 1981, 1986 ou 1993.

Si la *survey research* française commence à la Fondation nationale des sciences politiques en 1962, il faut attendre 2002 pour la mise en place de panels (réinterrogeant à plusieurs reprises les mêmes individus). Et des outils novateurs comme les *rolling cross-sectional Surveys* qui permettent de suivre quotidiennement les évolutions des électeurs n'ont pas encore été mis en œuvre dans une perspective académique.

Les élections doivent désormais être appréhendées par une multitude d'outils coordonnés. Il s'agit du seul moyen de saisir le vote dans sa globalité à court, moyen et long terme, aux niveaux national et local, en intégrant les logiques de l'offre, les effets campagne, les nouveaux médias et les réseaux d'interconnaissance des électeurs.

Le dispositif 2012

Nos enquêtes visent à remplir trois objectifs. Le premier est la comparaison : comparaison dans le temps des mécanismes de changement électoral, appuyée sur les enquêtes du **CEVIPOF** (1988-2007) auxquelles beaucoup d'entre nous ont contribué, mais aussi comparaison internationale, en coopération avec nos réseaux canadiens, américains et européens. On confrontera nos modèles et nos indicateurs, pour ancrer l'analyse dans la recherche internationale. Le deuxième est l'innovation méthodologique et sociologique. On recourra à des approches qualitatives et quantitatives, avec un souci particulier pour les nouvelles technologies de communication et d'information. On s'attachera également à interroger nos « routines de pensées » du social en examinant la question des nouvelles inégalités sociales à l'heure de la crise économique. Le troisième est la complémentarité : toutes les enquêtes et opérations de recherche menées sont coordonnées et pensées les unes par rapport aux autres, ce qui permettra une mise en perspective unique de l'acte électoral dans sa globalité, dans ses temporalités et dans son contexte.

Le dispositif Tri-Élec 2012, c'est : le suivi systématique des enjeux de la campagne dans les principaux médias français, l'analyse lexicométrique des déclarations des principaux candidats, le suivi sur Twitter des réactions de l'opinion à des déclarations ou événements de campagne, le suivi de l'évolution des choix électoraux à travers

six vagues d'enquêtes téléphoniques par sondage auprès d'échantillons nationaux (juillet 2011-avril 2012), une enquête qualitative (Seine-Saint-Denis, Bordeaux et Grenoble) à base d'entretiens sur le rapport à la politique de populations défavorisées, un panel en ligne (*Bulletin Board OnLine*, novembre 2011-avril 2012) suivant les réactions d'un échantillon d'électeurs aux controverses de campagne. Le dispositif se clôt sur deux enquêtes. L'une post-présidentielle (mai 2012) est centrée sur les répercussions électorales des inégalités économiques (elle s'intègre à la *Comparative Study of Electoral Systems* (CSES), dispositif d'enquête international). L'autre (juin 2012), est axée sur le vote aux élections législatives et notamment l'impact sur ce vote du résultat de l'élection présidentielle. Enfin, cette séquence devrait susciter le démarrage d'un panel politique qui suivra les mêmes électeurs sur cinq ans en collaboration avec l'EQUIPEX DIME-SHS.

Un tel dispositif n'aurait pu voir le jour sans le soutien financier de Sciences Po Paris, de Sciences Po Bordeaux et Sciences Po Grenoble, du ministère de l'Intérieur, de la Ville de Paris, d'EDF et de la Fondation Jean Jaurès. Les données seront disponibles dès l'automne 2012.

Tri-Élec : quels résultats ?

Les chercheur-e-s de Tri-Élec sont soucieux d'éclairer la campagne 2012 en publiant les premiers résultats et analyses des enquêtes sur leur site : www.trielec2012.fr. Ainsi l'un des résultats témoigne d'un intérêt pour l'élection particulièrement élevé. Mais les jeux sont loin d'être faits : l'hésitation entre différents candidats est plus forte que ce que montrent les sondages classiques. La crise est bien ancrée dans les esprits, à la fois sur les préférences de politiques publiques et les priorités budgétaires mais aussi dans le comportement des électeurs précaires notamment face au Front national. Le succès de Marine Le Pen dans les sondages occulte une autre tendance forte soulignée par nos enquêtes : les Français se sont ouverts sur l'homosexualité, l'homoparentalité ou sur le droit de vote des étrangers.

D'autres analyses suivront d'ici à juin 2012, puis les chercheur-e-s travailleront plus en profondeur sur ce que les élections 2012 disent de l'évolution sociopolitique du pays.

Tri-Élec : quel avenir ?

À long terme, Tri-Élec entend participer à la mise en place du projet Enquêtes nationales électorales françaises (ENEF) sur le modèle américain des ANES. Il s'agira de pérenniser les enquêtes électorales

et d'adopter les bonnes pratiques développées à l'étranger : procédures de participation à l'élaboration des questionnaires, souci des séries longues, accessibilité rapide des données. ENEF permettra de fédérer la communauté des électoralistes français et étrangers autour d'outils comparables et de renforcer l'intérêt scientifique pour le vote et les élections ainsi que pour les méthodes d'analyses quantitatives.

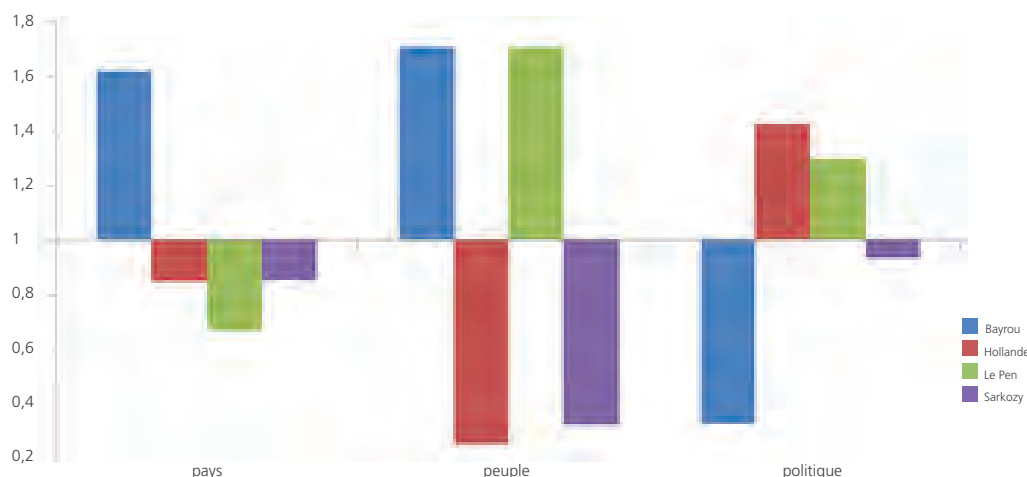
LES ENQUÊTES

► Une **enquête par panel** consiste à interroger à plusieurs reprises les mêmes individus. À la différence d'une enquête par sondage classique dont l'objectif principal est d'être représentatif d'une population d'intérêt, les enquêtes par panel visent à mesurer et comprendre les évolutions et les permanences dans le temps chez les personnes interrogées. Elles sont particulièrement adaptées pour **comprendre comment les électeurs font leurs choix, s'informent ou évoluent lors d'une campagne**.

► Les **rolling cross-sectional Surveys** ont été développées aux États-Unis pour suivre au quotidien les campagnes électorales. Il s'agit d'interroger tous les jours un nombre suffisant d'électeurs (autour d'une ou plusieurs centaines). Ces échantillons quotidiens sont ajoutés les uns aux autres pour atteindre une taille d'échantillon convenable et représentative (généralement autour de 1 000 personnes), agrégat qui est réputé avoir les mêmes propriétés statistiques qu'un sondage classique. Les échantillons les plus anciens sont remplacés par les nouveaux échantillons quotidiennement. Cette procédure est idéale pour **mesurer les mouvements et les permanences à l'échelle de l'ensemble de l'électorat**.

contact&info

- Vincent Tiberj, CES
vincent.tiberj@sciences-po.fr
- Sylvain Brouard, Centre Émile Durkheim
s.brouard@sciencespobordeaux.fr
- Bernard Denni, PACTE
bernard.denni@sciencespo-grenoble.fr
- Pour en savoir plus
www.trielec2012.fr



Projet « Discours des candidats »

Analyse lexicométrique de la précampagne : du 1^{er} janvier au 11 février 2012

Densités relatives de "pays", "peuple" et "politique" dans les discours des quatre principaux candidats

Données en sciences sociales et outils pour la recherche

Le Centre de données socio-politiques – CDSP

Créé en 2005 par le CNRS et Sciences Po pour rendre accessible à la communauté scientifique les enquêtes en sociologie et en science politique, le [Centre de données socio-politiques](#) (CDSP, UMS828) place les outils internet au cœur des services qu'il propose.

L'accès aux données est en effet un enjeu majeur pour la recherche en sciences humaines et sociales qui a longtemps été négligé en France. Si les premiers centres d'archive de données d'enquêtes ont vu le jour aux États-Unis dès les années 1950 (les plus connus étant le *Roper Center* et l'*ICPSR*) et que d'autres centres d'archive ont ensuite été créés en Allemagne (le *Zentral Archive* en 1960), au Royaume-Uni (*UKdata Archive* en 1967), ou encore en Norvège (*Norwegian Social Science Data Services* – NSD, 1971), il faut attendre le milieu des années 1980 pour voir des structures équivalentes en France :

le Lasmas (aujourd'hui [Centre Maurice Halbwachs](#)), spécialisé dans la diffusion des enquêtes issues de la statistique publique, et la Banque de données socio-politiques (BDSP), spécialisée dans la diffusion d'enquêtes issues de la recherche et de données électorales.

Prenant la suite de la BDSP, le Centre de données socio-politiques fait partie, avec le Centre Maurice Halbwachs et l'Institut nationales d'études démographiques (INED), du [Réseau Quetelet](#) au sein duquel il assure la mise à disposition des chercheurs et de publics plus larges des données socio-politiques (enquêtes et résultats électoraux) documentées et validées par la communauté scientifique. Le CDSP apporte aussi son expertise à des projets scientifiques nationaux et internationaux et contribue à la formation à la collecte et à l'analyse des données.

Les enquêtes socio-politiques

Le CDSP archive, documente et diffuse les enquêtes de chercheurs en sciences sociales. La dimension archivistique est primordiale puisqu'il s'agit de sauvegarder des enquêtes à valeur patrimoniale. Le rôle du CDSP va cependant au-delà puisqu'il ne s'agit pas seulement de préserver un patrimoine mais aussi de le mettre à disposition de la communauté scientifique pour lui donner une seconde vie. À cette fin, le CDSP documente les enquêtes selon des normes internationales (*Data Documentation Initiative* et *TextEncoding Initiative*) et les met à disposition sur internet avec des outils de consultation et d'analyse innovants.

Le catalogue du CDSP comporte un nombre important d'enquêtes par questionnaires majeures conduites en France dans le domaine socio-politique dont :

- ▶ les enquêtes pré- et post-électorales du CEVIPOF
- ▶ le Baromètre Politique Français
- ▶ l'enquête Démocratie 2000
- ▶ les enquêtes conduites auprès des élus, des cadres et militants de partis politiques
- ▶ les enquêtes de l'Observatoire Interrégional du Politique (OIP)
- ▶ les enquêtes Image de la science.

Ces enquêtes, ainsi que leur documentation (auteurs, conditions de réalisation, dates, mais aussi les questions posées), sont diffusées par internet au moyen de la plateforme [Nesstar](#) qui permet d'explorer les données, de mener des premières analyses (tris à plat, tableaux croisés, recodage, etc.). Les fichiers de micro-données peuvent être obtenus, dans le cadre d'un projet de recherche, sur le site du Réseau Quetelet après identification.

Avec la Banque d'enquêtes qualitatives ([BeQuali](#)), le CDSP élargit le champ des données proposées aux enquêtes qualitatives, réalisées par entretiens ou observations ethnographiques. Ce projet s'inspire des dispositifs existants en Europe tout en cherchant à innover sur le plan des solutions offertes pour explorer les enquêtes archivées.

Une « enquête sur l'enquête », menée en collaboration avec le chercheur déposant, fournit aux utilisateurs secondaires – exclusivement des membres de la communauté scientifique – les moyens de retracer le processus d'enquête originel, afin de réduire le risque d'usages décontextualisés des données. La mise en ligne de chaque enquête sous forme d'un mini site web permet de multiplier les possibilités de navigation entre les documents archivés et de visualisation de leur contenu, grâce à des outils *ad hoc*, et donc de mieux prendre en compte l'enquête dans sa totalité et sa complexité.

Dans les mois et les années à venir, la banque s'enrichira progressivement par des dépôts de chercheurs intéressés par la capitalisation de leurs enquêtes, à des fins d'analyse secondaire ou d'enseignement des méthodes. [BeQuali](#) est par ailleurs structurellement liée au projet ANR [Réanalyse](#) (2011-2015). Ce projet, coordonné par Sophie Duchesne ([Institut des sciences sociales du politique](#)

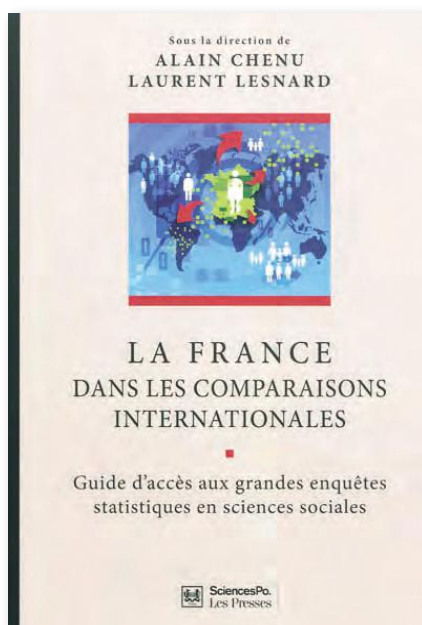
UMR7220), et auquel le CDSP participe, vise à accompagner et à améliorer le développement de la banque en testant concrètement les conditions de faisabilité des pratiques d'archivage et de réutilisation des enquêtes qualitatives.

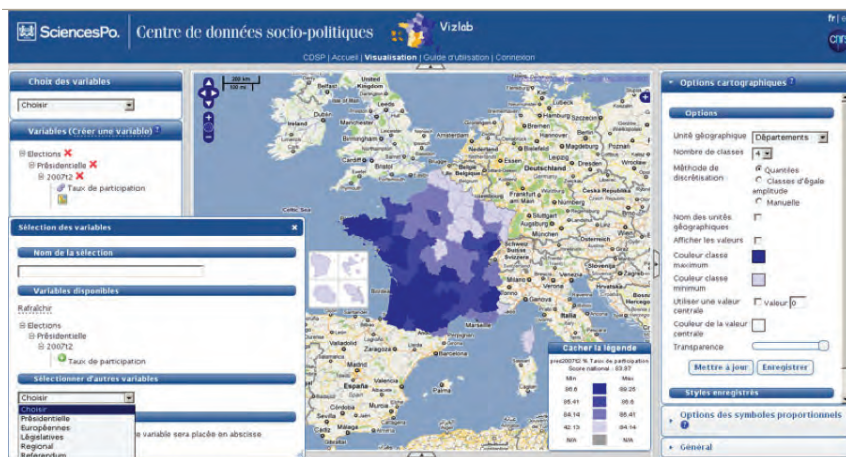
Les résultats électoraux

Le CDSP diffuse les résultats des élections politiques en France depuis 1958. À partir des données fournies par le ministère de l'Intérieur, pour la plupart des élections, un code politique est attribué à chaque liste ou candidat selon un ordre gauche-droite pour harmoniser les résultats et faciliter leur consultation et l'analyse de l'évolution des rapports de force entre les partis en présence. Ils sont disponibles pour tous les niveaux territoriaux (commune, circonscription, département, région, France entière).

Les résultats disponibles concernent les élections et consultations suivantes :

- ▶ Cantonales (depuis 1985)
- ▶ Européennes (depuis 1984)
- ▶ Législatives (depuis 1958)





Accueil de Vizlab

création de regroupements politiques ou de nouvelles variables).

Ces outils de consultation et de visualisation des résultats électoraux sont complétés par l'Observatoire des élections locales en Europe (OELE) qui présente et analyse les résultats pour chacun des 27 pays de l'Union européenne.

Une insertion rapide dans les réseaux internationaux des centres de données

Dès sa création, le CDSP s'est intégré aux réseaux internationaux des centres de données et en particulier le *Council of European Social Science Data*

Archives (CESSDA), qui organise l'accès à des sources de données nationales aux fins de comparaisons internationales dans le respect de standards en matière de gestion et de diffusion de données.

Par ailleurs, le CDSP en tant que représentant national de l'ICPSR (*Inter-university Consortium for Political and Social Research*), fournit l'accès aux chercheurs et étudiants français à l'un des catalogues les plus riches de données pour les sciences sociales.

Enfin, le CDSP est aussi impliqué dans l'enquête sociale européenne (ESS), enquête comparative européenne réalisée tous les deux ans depuis 2002 et lauréate en 2005 du prix Descartes attribué par la Commission européenne pour ses qualités méthodologiques. Depuis 2011, le CDSP est en charge de la réalisation du terrain français.

- ▶ Municipales (depuis 1983)
- ▶ Présidentielles (depuis 1965)
- ▶ Referendum (1946, 1992, 2000, 2005)
- ▶ Régionales (depuis 1986).

Deux outils internet ont été développés pour consulter les résultats électoraux. Le premier permet de construire simplement des tableaux de résultats électoraux à différents niveaux territoriaux. Le second, *Vizlab*, est un outil internet de visualisation, de cartographie et d'exploration des résultats électoraux. Il est interactif, facile d'utilisation pour les néophytes tout en répondant aux besoins d'utilisateurs spécialisés (possibilités de discrétisation des données,

ÉquipEx DIME-SHS

DIME-SHS (Données, infrastructures et méthodes d'enquêtes en sciences humaines et sociales), cordonné par Laurent Lesnard, directeur du CDSP, a été retenu dans le cadre de l'appel à projets Équipements d'excellence (ÉquipEx) 2010. Porté par Sciences Po, cet EquipEx bénéficie de la complémentarité et de la qualité de ses partenaires que sont l'INED, l'université Paris V, le GENES, EDF R&D, Télécom Paris Tech et le GIS Réseau Quetelet.

DIME-SHS vise à doter la France d'une structure intermédiaire novatrice en matière de collecte, d'enrichissement et de diffusion des données quantitatives, qualitatives et web. Son originalité tient à ce qu'il envisage de manière unifiée ces trois phases des protocoles de la recherche, en tirant parti des innovations qu'offrent l'internet et les nouvelles technologies pour non seulement prendre en charge et capitaliser les données existantes, mais aussi pour créer de nouveaux types de données pour la recherche.

DIME-SHS s'organise autour de trois instruments :

▶ **DIME-SHS / Quali** consiste à diffuser les matériaux d'enquêtes qualitatives préalablement documentés et contextualisés, en vue de leur réanalyse par les chercheurs et enseignants. Chaque enquête sera mise en valeur grâce à un site dédié (BeQuali) qui offre des outils pour comprendre, explorer et exploiter les données.

▶ **DIME-SHS / Quanti** propose des moyens d'enquêtes par questionnaire à finalité exclusivement scientifique, respectant les critères de qualité statistique les plus strictes. Cet instrument s'articule autour de deux dispositifs : le panel web mobile ELIPSS (Étude longitudinale par internet pour les sciences sociales) et une plateforme téléphonique (à partir de 2015).

▶ **DIME-SHS / Web** consiste à proposer des outils de collecte des données du web, des formations pour les utiliser, mais aussi une équipe (rôle de référent et d'interlocuteur), ainsi que des méthodes numériques dédiées aux sciences sociales pour investiguer les terrains du web.

Les deux premières années sont consacrées au développement des outils et à leurs tests (techniques et méthodologiques). Durant cette période, le recours aux instruments DIME-SHS / Quanti et Web est réservé aux membres des institutions partenaires. Les instruments seront ensuite ouverts à l'ensemble de la communauté scientifique.

Développer de nouveaux services en matière de données en sciences sociales

Les données des sciences sociales changent, notamment avec le développement d'internet : nouvelles possibilités pour réaliser des enquêtes par questionnaire, nouveaux moyens pour diffuser et explorer les données qualitatives et nouvelles données disponibles (expression spontanée, requêtes sur les moteurs de recherche, liens hypertextes, etc.).

Autant d'enjeux majeurs pour les données en sciences sociales auxquels répond l'équipement d'excellence « Données, infrastructures, méthodes d'enquêtes en sciences humaines et sociales » (DIME-SHS, ANR10-EQUIPEX19) dans lequel le CDSP joue un rôle central. L'équipement DIME-SHS a pour ambition de développer les services de demain en matière de données en sciences humaines et sociales et d'offrir ainsi à la communauté scientifique de nouveaux moyens pour étudier la société (voir encadré).

Laurent Lesnard

Directeur du Centre de données socio-politiques

contact&info

▶ Laurent Lesnard, CDSP

Laurent.Lesnard@sciences-po.fr

▶ Pour en savoir plus

cdsp.sciences-po.fr

▶ DIME-SHS

cdsp.sciences-po.fr/page.php?idRubrique=dimeshs

La Fondation européenne pour la science

Créée en 1974, la Fondation européenne pour la science (European Science Foundation) est une institution non-gouvernementale réunissant 78 organisations membres issues de 30 pays européens.



L'ESF lance un nouveau projet d'envergure Le Sommet Interdisciplinaire Jeunes Chercheurs

La Fondation européenne de la science (ESF / European Science Foundation) est fortement impliquée dans les recherches interdisciplinaires, qu'elle considère comme cruciales pour l'ensemble des domaines scientifiques. L'interdisciplinarité a toujours été au cœur de sa politique et de ses actions. L'ESF a en effet été à l'origine ou a soutenu un grand nombre d'activités fondées sur l'interdisciplinarité. Les exemples sont nombreux, du programme EUROCORES « L'origine de l'homme, langue et langages » à l'action *Forward Look* « Responses to Environmental and Societal Challenges for our Unstable Earth (RESCUE) », en passant par l'atelier « Collaboration entre sciences sociales et sciences de la vie » ou encore le rapport « Mapping Interfaces : the Future of Knowledge ».

S'ajoute désormais à ce panel d'activités, une activité d'un type nouveau : le premier Sommet Interdisciplinaire Jeunes Chercheurs, que l'ESF vient de mettre en place.

Le Sommet Jeunes Chercheurs de l'ESF

Ce premier Sommet Jeunes Chercheurs portera sur « L'eau : unifier et diviser. Approches interdisciplinaires pour un avenir durable ». Il aura lieu à Stresa (Lac Majeur, Italie), du **27 au 30 août 2012**. Quatre comités de l'ESF sont impliqués dans la mise en place de cet événement, à savoir le Comité des sciences humaines, le Comité des sciences de la vie, de la terre et de l'environnement, le Comité des sciences physiques et de l'ingénierie ainsi que le Comité des sciences sociales.

Les chercheurs majeurs de demain sont invités à participer à ce sommet, quelle que soit leur discipline – sciences humaines ; sciences sociales ; sciences de l'environnement ; sciences mathématiques. Quatre jours durant auront lieu des échanges approfondis sur les défis et les opportunités d'une démarche interdisciplinaire vis-à-vis de cette thématique. Les interventions peuvent traiter tous les sujets relevant du thème général de "l'eau : unifier et diviser" – l'eau étant entendue comme eau douce.

Voici quelques exemples possibles de sujets (à situer dans un contexte mondial) :

- gestion et gouvernance (en particulier, qualité de l'eau et santé publique ou encore, conflits et coopérations) ;
- la valeur (économique / symbolique) de l'eau ;
- changement climatique et adaptation.

Des experts de renommée internationale, issus de différentes disciplines, seront invités à intervenir lors de ce sommet.

Loin de proposer un débat théorique, le Sommet Jeunes Chercheurs a été conçu comme un lieu d'échanges sur un thème spécifique où les interventions pourront aborder des questions concrètes, liées aux intérêts scientifiques et aux expériences des participants. Le Sommet

se veut ainsi immédiatement utile aux participants tout en souhaitant promouvoir la démarche interdisciplinaire sur le long terme : rendre possible un dialogue et une compréhension mutuelle entre disciplines et méthodologies.

Appel à candidatures

Un maximum de 36 jeunes chercheurs seront sélectionnés à partir d'un appel à candidatures ouvert (prise en charge des frais de participation).

Les jeunes chercheurs (doctorants ou docteurs ayant passé leur thèse depuis moins de 10 ans) relevant d'unités CNRS en Europe peuvent déposer un dossier.

► Date limite de soumission de dossier : **30 avril 2012**

► Pour plus d'informations, veuillez consulter et remplir le formulaire de candidature en ligne sur le site www.esf.org/water.

contact&info

► Eva Hoogland
Humanities Committee
Senior Science Officer
ehoogland@esf.org
► Pour en savoir plus
www.esf.org



Nietzsche
SOURCE

Partage d'expériences

Éditer Nietzsche à l'âge du numérique

Le projet *Nietzsche Source*

Héritier du projet *HyperNietzsche*, *Nietzsche Source* est un site web consacré à la publication d'éditions savantes et d'autres contributions scientifiques concernant l'œuvre et la vie de Friedrich Nietzsche. Il publie l'édition en fac-similé de l'ensemble du corpus nietzschéen et l'édition critique des œuvres complètes et de la correspondance sur la base de l'édition allemande de référence. Il est placé sous la direction éditoriale et scientifique de Paolo D'Iorio, chercheur à l'Institut des textes et manuscrits modernes (ITEM UMR8132 CNRS / ENS).

Édition en fac-similé de l'ensemble du corpus nietzschéen

Il s'agit de la première publication en fac-similé de l'ensemble du corpus nietzschéen¹ d'après les documents originaux : manuscrits, correspondance, documents biographiques, premières éditions des œuvres imprimées par le philosophe. Ces matériaux représentent les sources primaires pour l'étude de l'œuvre et de la vie de Nietzsche. Leur publication en accès libre sur internet permet aux chercheurs de s'assurer de l'exactitude des différentes éditions existantes, qui forment à leur tour le socle de toute interprétation philosophique. Que l'on pense seulement aux discussions autour de *La Volonté de puissance*, ce faux ouvrage composé par la sœur du philosophe et ses collaborateurs, qui ont pu surgir et proliférer uniquement parce que les manuscrits originaux étaient gardés dans le coffre-fort des Archives Nietzsche de Weimar, inaccessibles aux chercheurs². Maintenant, au contraire, les chercheurs pourront à tout instant vérifier le bien fondé de leurs travaux d'édition et d'interprétation à partir des sources elles-mêmes. Ils pourront également se lancer dans de nouveaux questionnements herméneutiques comme la reconstitution de la genèse des œuvres de Nietzsche à travers l'analyse de ses brouillons (« génétique philosophique »). Les études génétiques sont déjà assez compliquées en elles-mêmes, car il faut être en mesure de s'orienter dans les brouillons, de maîtriser l'écriture gothique que le philosophe utilisait souvent, etc. Si on ajoute à cela la nécessité de se rendre sur place, on rend très difficile la pratique effective

d'une approche génétique des manuscrits de Nietzsche, surtout par de jeunes chercheurs ou par des doctorants. Une édition en fac-similé librement disponible en ligne lève cet obstacle.

L'édition en fac-similé repose sur un système de classement assurant pour chaque page une adresse internet spécifique et stable. Les sigles utilisés dans ces adresses correspondent aux abréviations proposées en 1933 par Hans Joachim Mette et couramment utilisées par les spécialistes³. Cela permet aux chercheurs de se référer aisément à cette édition dans leurs travaux.

D'un point de vue juridique, cette entreprise éditoriale se fonde sur une convention signée en 2002 avec la *Klassik Stiftung Weimar*, renouvelée et élargie en 2007. Cette convention autorise *Nietzsche Source* à publier sur internet des fac-similés en haute résolution de tous les matériaux nietzschéens conservés à Weimar et de permettre aux lecteurs de les consulter, imprimer ou encore télécharger et utiliser librement à des fins non commerciales.

Le corpus nietzschéen représente environ 60 000 pages. Au cours de la première campagne de numérisation, la moitié environ du corpus a été numérisée et en 2004, des cahiers ont commencé à être publiés dans le cadre du projet *HyperNietzsche*. La publication de l'édition en fac-similé dans *Nietzsche Source* a commencé en 2009 et 86 volumes comprenant environ 9 300 pages ont déjà été publiés. La deuxième phase de numérisation commencera en 2013 après la réouverture des Archives Goethe-Schiller au public, suite aux travaux de restructuration du bâtiment. Dans cette phase, non seulement sera portée à terme la numérisation des manuscrits et des autres documents présents à Weimar, mais seront également sollicités les autres lieux de conservation afin que l'ensemble du corpus nietzschéen se trouve finalement réuni dans cette édition. Une description archivistique détaillée de l'ensemble du corpus sera alors rédigée et une table de concordance électronique assurera la compatibilité avec les classifications antérieures et permettra de relier les manuscrits avec les textes correspondants dans l'édition critique de référence.

1 F. Nietzsche, *Digitale Faksimile Gesamtausgabe*, sous la direction de Paolo D'Iorio, Paris, *Nietzsche Source*, 2009-, www.nietzschesource.org/facsimiles/DFGA

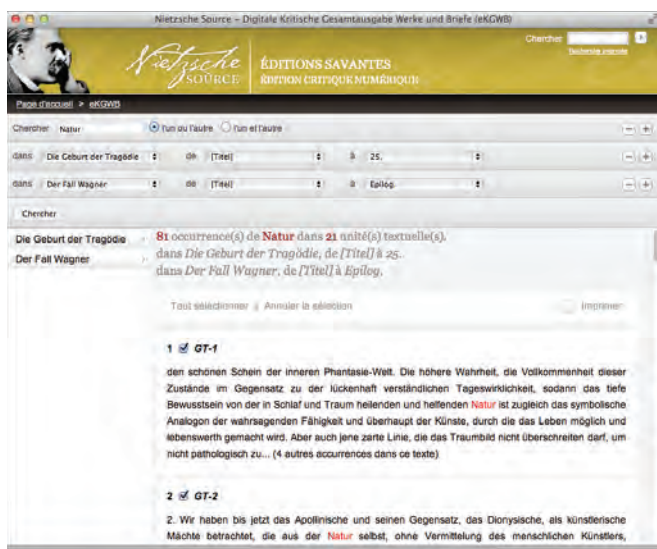
2 Voir Mazzino Montinari, « *La volonté de puissance* » n'existe pas, Paris, Éditions de l'éclat, 1996, 192 p., www.lyber-eclat.net/lyber/montinari/volonte.html

3 Par exemple, la page 194 du manuscrit indiqué par Mette avec le nom « M II 1 » est disponible à l'adresse www.nietzschesource.org/DFGA/M-II-1, 194

Demowrit geb 01. 70. '4
Zeitansätze des
Anaximander

Édition critique des œuvres complètes et de la correspondance

Cette édition publie une version philologiquement à jour de l'édition critique allemande de référence des œuvres, des fragments posthumes et de la correspondance de Nietzsche⁴. Qu'est-ce que signifie « philologiquement à jour » ? Tout spécialiste de Nietzsche sait que le texte de la grande édition critique en 65 tomes établie par Giorgio Colli et Mazzino Montinari et publiée à Berlin chez la maison d'édition de Gruyter au cours des quarante dernières années contient quelque 6 600 erreurs. Ce sont des coquilles, mais également de véritables fautes de transcription, par exemple : *Jugend* (jeunesse) au lieu de *Tugend* (vertu), *pathetisch* (pathétique) au lieu de *synthetisch* (synthétique), *Körper* (corps) au lieu de *Küche* (cuisine). Ces erreurs ont été détectées depuis des années par les philologues qui travaillent à l'édition et ont été publiées en de longues listes dans différents tomes de l'appareil critique. Malheureusement, peut-être pour des raisons commerciales, les textes eux-mêmes n'ont pas encore été mis à jour et republiés corrigés. Cela vaut également pour la *Studienausgabe* – l'édition de poche qui est utilisée par la plupart des chercheurs et des étudiants – qui reproduit les erreurs de l'édition in-octavo sans contenir les errata. En 2000, de Gruyter avait également publié une édition électronique sur CD-ROM qui n'avait pas intégré les errata et avait introduit un nombre important de nouvelles fautes, en raison d'un travail insuffisant de collation des textes. Or, si les mots ne sont pas correctement orthographiés, les recherches lexicographiques sont faussées, la liste des occurrences incomplète et les analyses philosophiques peuvent s'avérer partielles.



Liste des occurrences du mot "Natur" dans l'édition critique des œuvres de Nietzsche.

Face à cette situation et considérant que, selon la loi allemande sur le droit d'auteur, les éditions scientifiques tombent dans le domaine public après 25 ans de leur publication et peuvent donc être librement republiées, j'ai entrepris, avec mon groupe de recherche, de réaliser une version de l'édition critique qui représente l'état de l'art et qui puisse donc servir de base solide pour l'interprétation de l'œuvre de Nietzsche.

La qualité de cette édition repose sur un travail minutieux de collation du texte numérisé avec chaque mot de l'édition imprimée. Tous les textes de Nietzsche ont été collationnés deux fois par deux philologues différentes. En outre, toutes les corrections contenues dans les différents volumes d'appareil critique ont été intégrées à l'endroit approprié du texte. Les passages ainsi corrigés sont surlignés et le lecteur peut également, d'un simple clic de souris, découvrir le passage fautif correspondant tel qu'il était imprimé dans la version sur papier⁵. Par ailleurs, les lecteurs peuvent utiliser les fonctions usuelles de recherche de mots ou de phrases dans toute l'édition ou dans certaines parties et imprimer en plusieurs formats les listes d'occurrences trouvées.

Notre édition utilise un système de classement qui attribue à chaque œuvre, chapitre, aphorisme ou fragment, une adresse internet unique et stable basée sur les abréviations traditionnellement utilisées dans l'édition allemande et dans la plupart de ses traductions⁶. L'adresse internet est ainsi à la fois immédiatement compréhensible par les lecteurs de Nietzsche et aisément utilisable comme système de référencement dans les travaux des chercheurs. De fait, cette édition a été adoptée par l'une des plus importantes revues d'études nietzschéennes au monde, *The Journal of Nietzsche Studies*, basée à New York. Dans l'éditorial du numéro 40 (2010), l'éditrice en chef de la revue a écrit : « There is still much work to be done in reclaiming Nietzsche's texts and making them widely accessible. In light of his work, the *Journal* will now accept citations of the electronic text prepared by D'Iorio and available through the *Nietzsche Source* web site. »

Nietzsche Source est utilisé quotidiennement par un nombre important de lecteurs dans le monde entier. Le site registre environ 95 000 consultations par an (7 900 par mois) par des lecteurs venant de plus de cent pays, notamment d'Allemagne, des États-Unis, de France, d'Italie, du Brésil, du Royaume-Uni, de Suisse, etc. Ses publications ont été réalisées avec le soutien du CNRS, des Archives Goethe-Schiller de Weimar, de la Fondation Alexander von Humboldt (prix Sofja Kovalewskaja), de la *Deutsche Forschungsgemeinschaft* (DFG) et de la Commission européenne (projets *Discovery* et *Agora*)⁷. Le support d'Adonis, qui hébergera très prochainement le site sur sa grille, est extrêmement précieux pour assurer à la communauté des spécialistes ainsi qu'au public des lecteurs la disponibilité dans le temps de ces éditions savantes.

⁴ F. Nietzsche, *Digitale Kritische Gesamtausgabe Werke und Briefe* (eKGWB), sous la direction de Paolo D'Iorio, Paris, *Nietzsche Source*, 2009-, www.nietzschesource.org/texts/eKGWB

⁵ En 2011, de Gruyter a lancé *Nietzsche Online*, une base de données en ligne qui a entrepris de mettre à jour les textes de Nietzsche en intégrant les corrections philologiques et qui rend aussi accessible en format numérique un grand nombre d'études critiques sur Nietzsche précédemment publiées sur papier par la maison d'édition. L'accès à ce produit coûte plus de 31 000 euros.

⁶ C'est ainsi, par exemple, que le premier aphorisme de *L'Antéchrist* se trouve à l'adresse suivante : www.nietzschesource.org/eKGWB/AC-1

⁷ Voir www.nietzschesource.org/documentation/finstitutions.html

60 Jahre nach
Apollo 20v.
maler 64 Jahre alt; fester Punkt,
Apollo 20v. darauf

En suivant le modèle de *Nietzsche Source*, ont été réalisées des éditions numériques d'auteurs anciens (les philosophes présocratiques, les témoignages sur Socrate, les *Vies des philosophes* de Diogène Laërce), d'un ensemble de textes philosophiques de l'époque moderne (Giordano Bruno, Descartes, Spinoza, Leibniz, Vico, Baumgarten, Kant) ainsi que de l'œuvre d'Arthur Schopenhauer et de Ludwig Wittgenstein ; la publication des cahiers d'Antonio Gramsci et une édition en fac-similé des manuscrits de Jean-Jacques Rousseau sont en cours⁸.

Parmi les travaux d'avenir, citons le prochain lancement d'une revue internationale et multilingue d'études nietzschéennes, le catalogue de la bibliothèque du philosophe comprenant la reproduction en fac-similé de tous ses livres ainsi que la nouvelle édition génétique de l'œuvre. Cet ensemble de matériaux sera finalement lié par un système de références croisées qui permettra une navigation savante dans ce gisement, en rapprochant les différentes parties selon des critères de proximité scientifique.

L'édition génétique

L'édition génétique se propose de publier les œuvres et le legs manuscrit de Nietzsche de manière à représenter la genèse de ses projets d'écriture et donnant la possibilité de suivre le développement d'une pensée à travers ses réécritures, d'un cahier à un autre, jusqu'à la version imprimée. Trois caractéristiques distinguent l'édition génétique des éditions critiques ou diplomatiques traditionnelles :

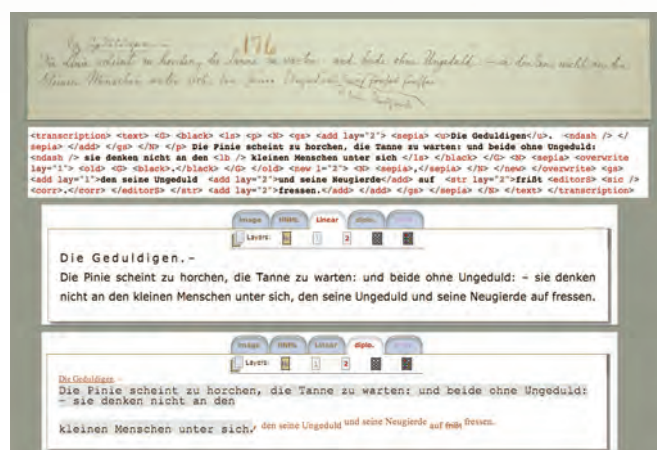
► Établissement du texte : les transcriptions génétiques

Les éditions critiques établissent normalement le texte de la dernière strate d'écriture. Les éditions diplomatiques reproduisent toutes les strates d'écriture sans distinction, ce qui rend souvent difficile, pour le lecteur, de reconstruire la dynamique de l'écriture et les différentes versions du texte. Notre édition génétique reproduit toutes les strates d'écriture présentes sur la page, les sépare, et établit une version diplomatique et un texte critique pour chacune d'entre elles⁹. Ainsi le lecteur dispose de différents niveaux d'accès aux manuscrits : le fac-similé, la transcription diplomatique, le texte critique et il peut également effectuer des recherches textuelles pour des mots ou des expressions contenus uniquement dans une strate d'écriture déterminée.

► Rapport entre unités textuelles : les parcours génétiques

Dans une édition diplomatique, l'ordre des unités textuelles est topographique : le lecteur feuillette les documents suivant l'ordre des pages. Une édition critique, en revanche, s'efforce normalement de disposer les textes dans l'ordre chronologique. Grâce à la souplesse du support numérique, le lecteur de notre édition peut choisir de feuilletter les textes indifféremment dans l'ordre chronologique ou topologique, mais en plus, il peut suivre les relations génétiques entre les unités textuelles. En effet, chaque unité textuelle y est systéma-

tiquement liée à ses états génétiques précédents et suivants et le lecteur peut accéder à tout moment au parcours génétique complet, feuilletter le fac-similé et la transcription de chaque étape et suivre ainsi l'évolution de l'écriture et le développement de la pensée.



Le langage d'encodage génétique permet de produire automatiquement une transcription diplomatique et une transcription linéarisée de chaque niveau d'écriture présent dans le manuscrit.

► Ordonnancement de différents types de documents : les dossiers génétiques

Les éditions traditionnelles répartissent les documents selon leur type : d'un côté les œuvres, de l'autre les écrits posthumes, la correspondance, etc. L'édition génétique, en revanche, réunit tous les documents qui concernent un même projet d'écriture à l'intérieur d'un « dossier génétique » qui comprend donc : tous les manuscrits préparatoires, y compris le manuscrit pour l'imprimeur et les épreuves ; les lettres contenant des instructions à l'éditeur ou de témoignage sur l'avancement du travail d'écriture ; les livres que l'auteur a consultés ou annotés pour la rédaction de cet ouvrage ; et finalement, si l'auteur est parvenu à la publier, un exemplaire de l'œuvre imprimée. L'édition est formée par une suite de dossiers génétiques qui correspondent aux différents projets d'écriture.

Paolo D'Iorio

Responsable de l'Équipe Nietzsche, génétique philosophique, ITEM

contact&info

► Paolo D'Iorio, ITEM

diorio@ens.fr

► Pour en savoir plus

www.nietzschesource.org

⁸ Cf. www.discovery-project.eu/philosource.html ; www.schopenhauersource.org ; l'édition de Rousseau par Nathalie Ferrand (ITEM-CNRS) sera disponible à l'adresse www.rousseau-source.org, celle de Gramsci par Michele Filippini à l'adresse www.gramscisource.org.

⁹ Ce type d'établissement du texte est facilité par l'utilisation du « Langage d'encodage génétique » (LEG ou GML). Conçu par Paolo D'Iorio et par son équipe en 2003 dans le cadre du projet *HyperNietzsche*, le langage d'encodage génétique est une déclinaison du langage XML conçue pour encoder des manuscrits. Il permet de marquer les caractéristiques matérielles de l'écrit ainsi que les processus génétiques de l'écriture, comme l'ajout, la rature, la surcharge, et il a surtout la possibilité d'encoder les strates d'écritures, c'est-à-dire de marquer un ensemble de modifications génétiquement liées qui appartiennent à la même phase de révision ou à la même campagne d'écriture. À partir du GML, le groupe de travail sur les manuscrits de la *Text Encoding Initiative* (TEI) a récemment écrit un nouveau chapitre de ses *Principes directeurs pour l'encodage et l'échange de textes électroniques* consacré aux éditions génétiques.

Du bon usage d'Adonis



ISIDORE

Une première année réussie et déjà de nouvelles perspectives

ISIDORE est une plateforme de recherche qui collecte, indexe et valorise des métadonnées et des données numériques enrichies et structurées. Pour collecter ces informations, ISIDORE utilise des connecteurs informatiques standardisés et couramment utilisés par les communautés des sciences humaines et sociales. Elle contribue également à la construction du web de données et tente de valoriser le travail de structuration des données réalisé par les chercheurs et les professionnels de l'information scientifique et technique dans les équipes de recherche. ISIDORE fêtera sa première année de mise en service en ce début d'avril 2012.

Depuis son lancement, la plateforme ISIDORE est opérationnelle 24h/24 sans aucune interruption. Les interfaces web du site www.rechercheisidore.fr ont été réalisées par l'équipe du Centre pour la communication scientifique directe (CCSD) qui assure également la maîtrise d'œuvre d'ISIDORE. Le CCSD est un partenaire essentiel pour la réussite du projet tant au niveau de la conception que de l'exploitation d'ISIDORE.

Tout au long de cette première année, des présentations d'ISIDORE ont été réalisées dans plusieurs maisons des sciences de l'homme (Dijon, Lyon, Nanterre, Lyon, Besançon), dans différents centres de documentation, lors du salon I-Expo (Paris, avril 2011), de la conférence de l'ADBU (Vannes, septembre 2011), du salon Documation 2011 et SEARCH 2011 (Paris, mars 2011), mais aussi par diverses interventions audiovisuelles (sur la radio BFM Business, par exemple) ou visioconférences.

Par ailleurs, le projet ISIDORE a été relayé par la presse spécialisée (*01 Business & Technologies* ; *Liberation.fr* ; *Documentaliste, Science de l'information*) et dans de très nombreux blogs scientifiques. En octobre 2011, la consultation du site web d'ISIDORE par des internautes canadiens universitaires (université de Montréal en particulier) et même du secondaire (*collège Lionel-Groulx* par exemple) a fortement augmenté. Cela fait suite à plusieurs démarches et télé-démonstrations d'ISIDORE outre-Atlantique. L'une d'entre elles s'est déroulée dans le cadre des cours de l'École d'architecture de l'information (université de Montréal / ENS Lyon), et nous a convaincu de l'intérêt de développer une véritable politique de communication afin de mieux faire connaître ISIDORE outre-Atlantique.

Qui contribue à ISIDORE ?

De très nombreuses institutions alimentent la plateforme avec leurs métadonnées et données, moissonnées et indexées par ISIDORE : les équipes de recherche avec leurs corpus ou leurs bases de données scientifiques, dès lors qu'ils sont conformes aux recommandations d'interopérabilité minimale ; les laboratoires à travers les actualités scientifiques publiés sur leurs sites web (via les flux de syndication RSS ou Atom) ou sur différentes plateformes, Calenda.org (Cléo), fabula.org ou sciencesconf.org (CCSD) ; mais aussi, une large partie de la communauté des professionnels de l'information et de la documentation qui s'est fortement mobilisée. Ainsi, de nombreuses bibliothèques contribuent à ISIDORE : BnF/Gallica, Cujas, Sainte-Genève, la bibliothèque de l'université Paris-Dauphine, la bibliothèque de Clermont Université (ce ne sont là que quelques exemples), mais

ISIDORE EN QUELQUES DATES

- **Décembre 2010** : Ouverture de la plateforme ISIDORE, en version de test (dite version *béta*), avec 37 collections contenant 800 000 ressources (une ressource correspondant à une notice enrichie, c'est-à-dire une indexation reposant sur des référentiels scientifiques).
- **Février 2011** : Passage à la version 1 d'ISIDORE.
- **Avril 2011** : Ouverture officielle d'ISIDORE.
- **Juillet 2011** : Recette des logiciels commandés dans le cadre du marché public passé en octobre 2009 pour la réalisation du cœur d'ISIDORE (moteur de recherche, chaînes de traitement des données, etc.). Extension à plus de 1 100 000 ressources, avec notamment le moissonnage de la plateforme hypotheses.org et le passage au moissonnage incrémental.
- **Septembre 2011** : Extension des collections (63) contenant 1 307 730 ressources issues de plus de 1 000 sources de données (corpus, archives scientifiques bases de données, ouvrages, revues, archives ouvertes, blogs, etc.) ; Mise en service de l'API3 et du *Sparql endpoint* pour la réutilisation des métadonnées enrichies.
- **Mars 2012** : Extension des collections (65) contenant 1 618 825 ressources issues de plus de 1 531 sources de données avec notamment le moissonnage de *Erudit* (Québec).

aussi les bibliothèques des laboratoires et des maisons des sciences de l'homme et des centres de documentation qui proposent des collections de fonds d'archives et des corpus numérisés.

Depuis décembre 2011, l'équipe du TGE Adonis a fortement prospecté auprès du monde francophone (Suisse, Québec, Belgique en particulier) afin d'ajouter à ISIDORE des sources de données telles que des bases de données proposées par le projet Suisse e-codice, les archives institutionnelles de l'université de Montréal ou de l'UQAM, la plateforme Erudit.org (voir www.rechercheisidore.fr/annuaire).

En un an, ISIDORE est passé de 800 à plus de 1 400 sources de données. L'intégration des technologies du web sémantique et de l'OAI-PMH combinées aux recommandations formulées dans les guides de bonnes pratiques d'ISIDORE pour les outils de gestion de contenu (Drupal, Wordpress, Omeka, Pleade par exemple) ou pour les outils proposés directement par les communautés scientifiques (TELEMETA, Lodel, etc.) faciliteront l'ajout de nouvelles sources de documents dans ISIDORE.

Qui consulte ISIDORE ?

Tout d'abord quelques chiffres : en mai 2011, 11 000 visiteurs uniques par mois consultaient ISIDORE. Ils sont plus de 39 000 en janvier 2012, ce qui représente une croissance de plus de 300% en moins d'un an. Ces consultations sont principalement le fait d'internautes français mais, surprise, les USA sont le deuxième pays consultant, suivi de très près par le Canada.

Au regard de ces éléments, ISIDORE est aujourd'hui positionné et dimensionné pour l'accès aux données et documents en libre accès,

au sens de l'*open access*. Il est centré sur l'accès aux données de corpus, d'archives, d'événements scientifiques et de publications : c'est une spécificité très appréciée par nos utilisateurs. Il est donc complémentaire aux portails d'accès pour les documents payants (données bibliographiques, revues, abonnements que l'on trouve par exemple dans [BiblioSHS](#)).

Pour quelle utilisation ?

La durée moyenne d'une visite sur ISIDORE correspond au temps nécessaire pour formuler une requête et accéder à l'article recherché. Les recherches peuvent également s'effectuer à l'aide des facettes disponibles dans le bloc « naviguer ». Ces facettes, à la une d'ISIDORE, offrent la possibilité de découvrir le contenu d'ISIDORE sans avoir à formuler de requête. Ces mêmes facettes peuvent aussi être utilisées pour affiner la recherche.

Et la deuxième année ?

ISIDORE et les corpus scientifiques numériques

L'accroissement massif de corpus produits par les scientifiques (via les projets ANR ou dans les MSH) pose la question de l'exploitation de ces données. Si elles constituent des ressources extrêmement précieuses pour les chercheurs de toutes les disciplines, l'un des verrous actuels à leur réutilisation tient à la difficulté d'identifier les corpus produits, ainsi que les vocabulaires métiers et référentiels scientifiques utilisés. La prise en compte des nouvelles méthodes de structuration des données issues du web de données permettront sans doute de mieux exploiter les corpus, via des moteurs de recherche ou avec des outils de traitement de données.

Proposer un *ISIDORE news*

En réponse aux demandes fréquemment exprimées par des utilisateurs d'ISIDORE rencontrés au fil des présentations et des ateliers, nous nous proposons de lancer un « *ISIDORE news* » utilisant l'interface de programmation (API) d'ISIDORE. *ISIDORE news* pourrait être un outil de veille sur l'actualité des données d'ISIDORE intégré à des interfaces hommes/machines actuelles, via un profil utilisateur exploitant la fédération d'identité Éducation-Recherche de Renater (utilisée dans le monde universitaire français), ou par une identification via les réseaux sociaux (Facebook, LinkedIn). L'utilisation exponentielle de ces réseaux sociaux « grand public » semble être, en effet, un vecteur important pour positionner ISIDORE dans la sphère des outils utilisés au quotidien par les étudiants, voire même par les enseignants-chercheurs.

Analyser les usages des étudiants

La formation à la recherche d'information est l'une des préoccupations majeures du milieu universitaire. De récentes études se sont penchées sur la question des pratiques informationnelles des étudiants dans le contexte universitaire. Il est reconnu que le niveau de maîtrise des outils de recherche documentaire par les étudiants a un fort impact sur la réussite de leur cursus universitaire. Une meilleure appréhension de leurs logiques d'usage passe donc par l'exploration de leurs pratiques informationnelles personnelles – et non pas seulement universitaires. Cela suppose également d'envisager cette question selon le point de vue des étudiants et de leurs besoins, et non selon le point de vue des documentalistes ou des enseignants. Pour cela, il est important de mener une étude sur leurs pratiques.

Intégrer des données scientifiques multilingues

Actuellement, ISIDORE moissonne des publications scientifiques rédigées en d'autres langues que le français. En décembre 2011, sur

les 1 393 746 ressources moissonnées, 23 langues étaient représentées, la deuxième langue étant l'anglais avec 72 986 ressources. Cependant, il est tout à fait possible de rechercher dans ISIDORE dans l'une des 23 langues, voire même d'effectuer une recherche sur la langue du document. Néanmoins, ISIDORE n'est pas actuellement en mesure de réaliser des expansions sémantiques dans une langue étrangère et les techniques d'enrichissement des métadonnées sont limitées à la langue française. Pourquoi ?

Nous avons privilégié dans une première phase la mise à disposition d'expansions sémantiques et d'enrichissements en français sur un corpus de documents majoritairement en langue française. La prise en compte de ressources multilingues pose des problèmes complexes et nécessite l'exploitation de thésaurus multilingues alignés entre eux : c'est-à-dire qu'un travail documentaire et scientifique doit avoir lieu très en amont de l'utilisation des thésaurus et référentiels. Néanmoins, certaines disciplines ne publient pratiquement plus qu'en anglais (par exemple, la biologie, l'informatique) et si les disciplines des SHS sont moins concernées par ce phénomène, il apparaît cependant dans certaines sous-disciplines de la psychologie, de l'économie, ou de la linguistique notamment. Il semble donc opportun de travailler à l'intégration de données multilingues en réalisant un premier inventaire des thésaurus disponibles et des besoins en termes d'interrogation. Ce travail exploratoire devra déboucher sur une réflexion importante dont il faudra bien mesurer les trajectoires. La complexité d'une indexation multilingue sur plus d'un million de ressources nécessitera sans doute une profonde adaptation d'ISIDORE principalement autour de la chaîne de traitement et d'indexation, des outils de gestion de référentiels et des interfaces.

En conclusion...

Au cours de l'année 2011, l'un des objectifs poursuivis par le TGE Adonis a été d'assurer à ISIDORE l'assise nécessaire à son déploiement : en le dotant d'une maîtrise d'œuvre stable, il permet à ISIDORE de poursuivre sereinement son évolution et son adaptation à de nouvelles utilisations.

Pour l'année 2012, de nouveaux corpus, jeux de données, bibliothèques numériques et revues en ligne viendront rejoindre les 1 444 sources de données actuellement moissonnées. En parallèle, l'accent sera tout particulièrement mis sur l'amélioration qualitative des données et sur l'amélioration de la présence d'ISIDORE au cœur des outils les plus utilisés par les étudiants, doctorants, enseignants-chercheurs et chercheurs : dans les outils de recherche d'information proposés par les bibliothèques universitaires, par exemple. Il s'agit également de rendre ISIDORE directement utilisable depuis son ordinateur ou sa tablette personnelle et pour quoi pas de proposer, à moyen terme, la technologie ISIDORE pour d'autres disciplines scientifiques.

Shadia KILOUCHI, TGE Adonis
Jean-Luc MINEL, Modyco & TGE Adonis
Stéphane POUYLLAU, TGE Adonis

contact&info

► Stéphane Pouyllau, TGE Adonis
stephane.pouyllau@tge-adonis.fr

► Pour en savoir plus
www.rechercheisidore.fr

UNE QUESTION / UNE RÉPONSE

Le Dublin Core – Un vocabulaire nécessaire ?

de Shadia Kilouchi, TGE Adonis

Le *Dublin Core* est un vocabulaire de métadonnées générales, conçu pour décrire et structurer l'information de n'importe quel document numérique.

Il a été élaboré par un groupe de scientifiques et de professionnels de l'information réunis dans la ville de Dublin en 1995 (Ohio, USA). Depuis, il s'est développé et a été normalisé par l'ISO.

Son objectif est de spécifier des balises dont la sémantique est définie, au sens où on l'entend en HTML ou en XML.

D'un point de vue formel, le *Dublin Core* est fondé sur deux notions : celle « d'éléments » et celle de « qualificatifs », les deux permettant de décrire plus ou moins finement l'information.

Le plus aisé à implémenter est le *Dublin Core Metadata Element Set*, ou *Dublin Core* simple.

Il est constitué de quinze éléments de base indispensables pour établir une description à minima des ressources numériques. Ces éléments (facultatifs et répétables) permettent de décrire à la fois le contenu (titre, description, etc.), la propriété intellectuelle (créateur, éditeur, etc.), et l'instanciation (identifiant, format, etc.) d'une ressource.

Le *DCMI Metadata Terms* (ou *DC Terms*) permet de préciser le sens de ces éléments par l'adjonction de qualificatifs. Ces qualificatifs permettent d'affiner la signification d'une ressource et de spécifier les métadonnées employées.

Par exemple, l'élément `<dc:coverage>` utilisé pour définir la couverture spatio-temporelle d'une ressource, dispose de deux qualificatifs qui permettent d'indiquer s'il s'agit d'une valeur temporelle ou spatiale : `<dc:temporal>`, `<dc:spatial>`. La balise `<dc:alternative>` est un qualificatif de l'élément `<dc:title>` pour indiquer une autre forme de nom utilisé comme un substitut ou une alternative à l'appellation officielle de la collection.

Exemple de *Dublin Core* qualifié issu du *Guidelines for implementing Dublin Core in XML* :

```
<metadata
  xmlns="http://example.org/myapp/"
  xmlns:xsi="http://www.w3.org/2001/XMLSchema-instance"
  xsi:schemaLocation="http://example.org/myapp/ http://example.org/myapp/schema.xsd"
  xmlns:dc="http://purl.org/dc/elements/1.1/"
  xmlns:dcterms="http://purl.org/dc/terms/">
  <dc:title>
    UKOLN
  </dc:title>
  <dcterms:alternative>
    UK Office for Library and Information Networking
  </dcterms:alternative>
</metadata>
```

Ce schéma a atteint une large diffusion dans le cadre du protocole *Open Archives Initiative for Metadata Harvesting* (ou OAI-PMH) vulgarisé par les archives ouvertes (dont HALSHS) et très largement utilisé aujourd'hui pour partager des métadonnées issues de bases de données. Voici un exemple d'une thèse issue de l'entrepôt OAI-PMH du serveur TEL (*thèses-en-ligne*, moissonné et indexé par ISIDORE), exprimée en *Dublin Core* :

```
<metadata>
  <oai_dc:dc  xsi:schemaLocation="http://www.openarchives.org/OAI/2.0/oai_dc/ http://www.openar-
    chives.org/OAI/2.0/oai_dc.xsd">
    <dc:identifier>http://tel.archives-ouvertes.fr/tel-00000703</dc:identifier>
    <dc:identifier>http://tel.archives-ouvertes.fr/docs/00/04/46/87/PDF/tel-00000703.pdf</dc:identifier>
    <dc:title>Etude des dimuons de la région des masses intermédiaires produits dans les collisions d'ions
      lourds auprès du SPS du CERN</dc:title>
    <dc:creator>Capelli, Laurent</dc:creator>
  </oai_dc:dc>
</metadata>
```

Dublin Core est présent « en standard » dans les outils de publication électronique, de mise en ligne de corpus ou de gestion de site web (CMS). Il doit son utilisation massive à une sémantique simple et multidisciplinaire, une grande souplesse permettant une utilisation conjointe avec d'autres schémas de métadonnées, et enfin une implémentation aisée via différentes syntaxes et notamment la syntaxe RDF (*Resource Description Framework*) au cœur du web sémantique et de la plateforme de recherche ISIDORE.

Enfin, il est essentiel pour la phase de collecte des métadonnées par ISIDORE qui détecte si les métadonnées sont exprimées en *Dublin Core* simple ou en *DC Terms*, pour créer un format pivot interne nécessaire à l'enrichissement et à l'indexation des données.

contact&info

► Nadine Dardenne

Chargée de la communication
et de la structuration des réseaux
nadine.dardenne@tge-adonis.fr

► Pour en savoir plus
www.tge-adonis.fr

la lettre de l'INSHS

- **Directeur de la publication** Patrice Bourdelais
- **Directeur de la rédaction** François-Joseph Ruggiu
- **Responsable éditoriale** Sandrine Clérisse sandrine.clerisse@cnrs-dir.fr
- **Conception graphique** Sandrine Clérisse & Bruno Roulet, Secteur de l'imprimé PMA
- **Graphisme Bandeau** Valérie Pierre, direction de la Communication CNRS
- **Crédits images Bandeau**
© Photothèque du CNRS / Hervé Théry, Émilie Maj, Caroline Rose, Kaksonen
- **Pour consulter la lettre en ligne**
www.cnrs.fr/inshs/Lettres-information-INSHS/lettres-informationINSHS.htm
- **Pour s'abonner / se désabonner**
com-shs@cnrs-dir.fr
- **Pour accéder aux autres actualités de l'INSHS**
www.cnrs.fr/inshs

Institut des sciences humaines et sociales CNRS

• 3 rue Michel-Ange 75794 Paris cedex 16 •